

Les sceaux d'une gouvernance sécuritaire inclusive et participative : analyse des dynamiques entre les acteurs du secteur de la sécurité dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel.



**Les sceaux d'une gouvernance
sécuritaire inclusive et participative :**
analyse des dynamiques entre les acteurs
du secteur de la sécurité dans les régions
de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord,
de l'Est et du Sahel.

Cette publication a été produite avec le soutien financier du gouvernement du Canada à travers le Programme pour la Stabilisation et les Opérations de Paix (PSOPs) d’Affaires mondiales Canada. Son contenu relève de la seule responsabilité d’Interpeace et ne reflète pas nécessairement les opinions du Gouvernement du Canada.



Les polices typographiques utilisées dans ce rapport sont Suisse International, Suisse Works et Suisse Neue, par Swiss Typefaces qui sponsorise généreusement Interpeace.

www.swisstypefaces.com

Quai Perdonnet 19
1800 Vevey
Switzerland

Les efforts d’Interpeace pour la construction de la paix dans le monde sont rendus possibles par nos partenariats stratégiques du Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse.



Kingdom of the Netherlands



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Équipe de recherche et publication

Interpeace

Alessia POLIDORO, Représentante régionale senior des programmes Afrique de l'Ouest

Stefano GHIRARDI, Représentant régional senior des programmes Afrique de l'Ouest par intérim

Cheick Fayçal TRAORE, Représentant pays, Burkina Faso

Chantal AZZAM, Program Manager, Burkina Faso

Sonia MANTORO, Program Manager, Burkina Faso

Yann Marius SOMA, Conseiller scientifique

Coordination de l'équipe de recherche

Rasmata DERRA, Chargée de Programme Principale, Interpeace Burkina Faso

Expert Sécurité

Sawadogo Mahamoudou, Expert Sécurité, Burkina Faso

Equipe de recherche

Mamoudou BIRBA, Chargé de Projet, Interpeace Burkina Faso

Eric Bertrand Pasba BANGRE, Chercheur principal, Interpeace Burkina Faso,

Dieudonné OUEDRAOGO, Chargé de Projet, Interpeace Burkina Faso

Inès OUANGO, Chargée de Projet, Interpeace Burkina Faso

Adjiratou DIALLO/NASSOUM, Chargée d'appui au projet, Interpeace Burkina Faso

Oumarou DIALLO, Chargé d'appui au projet, Interpeace Burkina Faso

Aïcha Fadima OUEDRAOGO, Chargée d'appui au projet, Interpeace Burkina Faso

Mahamadi OUEDRAOGO, Chargé de l'audiovisuel et de la Communication, Interpeace Burkina Faso

Lionel Oby BASSOLÉ, Chargé d'appui audiovisuel, Interpeace Burkina Faso

Clément Soungalo TIOLE, Chargé d'appui audiovisuel, Interpeace Burkina Faso

Pélagie SANDWIDI, Chargée d'appui audiovisuel, Interpeace Burkina Faso

Laurens Emile WILLEME, Stagiaire, Interpeace Burkina Faso

Equipe d'appui

Tilardia Limantipo HANRO, Chargé de suivi et évaluation, Interpeace Burkina Faso

Tacite DELMA, Chargé des opérations, Interpeace Burkina Faso

Sandra SOMBIE, Chargée d'appui aux opérations, Interpeace Burkina Faso

Caroline Ella OUEDRAOGO/VIHO : Assistante administrative

Mise en page:

Estuardo Choc, Graphic Designer, Strategic Partnerships and Communications, Interpeace Guatemala

Luvini Ranasinghe, Global Communication Manager, Strategic Partnerships and Communications, Interpeace Genève

Emilio Antonio, Global Communications Support Officer, Interpeace Genève

Table des matières

3	Équipe de recherche et publication
6	Liste des sigles et abréviations
7	Résumé exécutif
10	Introduction
10	Contexte et justification
12	Méthodologie
12	Première partie - La recherche qualitative : méthodologie de Recherche Action Participative (RAP)
13	Le recours à l'outil audiovisuel
14	Profil des personnes consultées
14	Déroulement des consultations
15	Description des régions cibles
15	Deuxième partie : La recherche quantitative, calibrage et échantillonnage
16	Méthodologie de l'indice SCORE
20	Chapitre 1 : Les menaces et les sources d'insécurité observées
20	1.1. Les menaces structurelles
21	1.2. Perception des populations sur leur sécurité physique
23	1.3. Les effets de la pandémie de Covid-19
28	Chapitre 2 : Une faible intégration des acteurs intervenant en matière de sécurité
28	2.1. La diversité des acteurs intervenant en matière de sécurité
28	2.1.1. Les acteurs directs
31	2.1.2. Les acteurs indirects
32	2.2. Des relations fortement parasitées
32	2.2.1. La rivalité au cœur de la relation entre acteurs sécuritaires
34	2.2.2. La méfiance réciproque, nœud d'agui des relations entre acteurs sécuritaires
37	2.2.3. Des relations entre acteurs sécuritaires marquées par de nombreuses accusations
38	2.2.4. Des relations entre acteurs sécuritaires dominées par la faible coordination
39	2.2.4. La faible implication des femmes et des jeunes dans la gestion sécuritaire
42	Chapitre 3 : Des populations entre le marteau et l'enclume : quand aucun acteur ne les rassure.
42	3.1. Quand l'État « abandonne », les terroristes « s'installent »
44	3.2. Quand les groupes armés « terrorisent », l'État reste pourtant le recours...
45	3.2.a. La question de l'acceptabilité sociale des acteurs de sécurité non étatiques

48	3.2.b. Les dispositions encourageant la popularité des ILS
49	3.3. Des populations résignées face à une situation intenable : le choix de la survie
50	3.4. Le « dialogue de sourds » entre les populations et les FDS
51	3.4.a. La question de la coopération
53	3.4.b. Quel environnement pousse à la coopération avec les FDS ?
55	3.4.c. Les réflexes sécuritaires individuels et communautaires
60	Chapitre 4 : Une situation sécuritaire complexe aux dimensions multiples : les autres maillons de la chaîne
60	4.1. La non-maîtrise des sources de financement des GOA
61	4.2. La faiblesse et l'inadéquation des équipements militaires
62	4.3. La persistance des conflits communautaires et intercommunautaires
62	4.4. Faible maillage sécuritaire
63	4.5. L'incivisme comme facteur d'aggravation de l'insécurité
63	4.6. Résilience problématique des populations
65	Recommandations et suggestions
65	À l'endroit des autorités politiques
66	À l'endroit des FDS
67	À l'endroit des ILS
67	À l'endroit des acteurs humanitaires et de développement
68	Conclusion
69	Bibliographie

Liste des sigles et abréviations

ACM :	Activités Civilo-Militaires
CDP :	Congrès pour la Démocratie et le Progrès
CES :	Conseil Économique et Social
CNJ :	Conseil National de la Jeunesse
COTN :	Commandement des Opérations du Théâtre National
CSM :	Conseil Supérieur de la Magistrature
EIGS :	État islamique au Grand Sahara
FDS :	Forces de Défense et de Sécurité
GAR-SI Sahel :	Groupes d'Action Rapides - Surveillance et Intervention au Sahel
GOA :	Groupes Organisés Armés
HDP :	Humanitaire-Développement-Paix
IED :	Improvised Explosive Device (engin explosif improvisé)
ILS :	Initiative Locale de Sécurité
OIM :	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OSC :	Organisation de la Société Civile
PDI :	Personnes Déplacées Internes
PNDES :	Plan National de Développement Economique et Social
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PUS-BF :	Programme d'Urgence pour le Sahel - Burkina Faso
RSP :	Régiment de Sécurité Présidentielle
SNADDT :	Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire
UFC :	Union Fraternelle des Croyants
UIPPN :	Unité d'Intervention Polyvalente de la Police Nationale
USIGN :	Unité Spéciale d'Intervention de la Gendarmerie Nationale
VDP :	Volontaire pour la Défense de la Patrie

Résumé exécutif

Ce rapport propose une analyse précise des dynamiques sécuritaires, principalement des liens entre les acteurs tant formels qu'informels et la manière dont le genre et les jeunes sont intégrés dans la gouvernance sécuritaire.

Dans un contexte fortement marqué par une insécurité sans précédent et une situation politique particulièrement fragile, la relation entre les forces de défense et de sécurité, les autres acteurs sécuritaires (VDP, initiatives locales de sécurité, organisations non étatiques nationales et internationales...) et les populations mérite d'être particulièrement scrutée. Ce processus de Recherche Action Participative (RAP) a permis de poser le diagnostic mais aussi de formuler des recommandations dont la mise en œuvre contribuerait à améliorer la gouvernance sécuritaire au Burkina Faso.

Les consultations menées dans les quatre régions cibles du projet, à savoir la Boucle du Mouhoun, le Centre-Nord, l'Est et le Sahel, ont permis de mettre en lumière, outre la diversité des conflits en présence, la multiplicité des acteurs et des approches ainsi que des dynamiques plus subtiles et moins évidentes entre les acteurs, qui entravent fondamentalement la coproduction de la sécurité et contribuent à l'exacerbation de l'insécurité. Si entre 2018 et 2021 plus de 4 600¹ conflits communautaires ont été enregistrés et les attaques des groupes armés multipliées à des niveaux inédits, il est urgent de questionner l'approche au plus près des acteurs afin de déterminer les leviers permettant à tous d'apporter une meilleure contribution pour résorber le phénomène.

Grâce à ce processus de consultation, qui a touché environ trois mille (3 000) personnes, des dyna-

miques clés ont été identifiées, à savoir les interactions entre acteurs sécuritaires et la complexité de la gestion sécuritaire du fait de facteurs encore hors de contrôle de la force publique, et des recommandations ont été formulées et validées par l'ensemble des acteurs.

Au titre des interactions entre acteurs, il ressort principalement les points suivants :

- Les relations particulièrement heurtées entre la multitude d'acteurs qui interviennent directement ou non dans le secteur de la sécurité (militaires, corps paramilitaires, Volontaires pour la défense de la patrie, groupes d'autodéfense ou initiatives locales de sécurité, autorités déconcentrées, autorités décentralisées, organisations internationales, société civile...).

L'analyse met en exergue le fait que les interactions entre ces acteurs ne sont pas suffisamment intégrées, avec des rapports difficiles pouvant conduire à une impossibilité de collaborer. Elles sont « parasitées » par divers facteurs, notamment :

- les rivalités,
- la méfiance réciproque entre acteurs sécuritaires,
- la faible coordination entre ces acteurs,
- la méfiance entre acteurs sécuritaires et populations.

Les populations consultées dans les quatre (4) régions ont affirmé qu'il y existe une crise de confiance à l'égard de l'État et des questionnements sur sa gestion de la sécurité, qui ne les rassure pas. À plusieurs égards, les communautés s'estiment lésées, expo-

1 <https://www.sidwaya.info/blog/2021/12/28/etats-des-lieux-des-conflits-communautaires-un-nouveau-rapport-valide/>

sées et peu secourues par la force publique face à la violence des groupes organisés armés et même dans les actes de la vie quotidienne.

Elles considèrent également l'État comme auteur de violations de leurs droits à bien d'autres égards.

Dans un tel contexte, les populations se sentent parfois entre « le marteau et l'enclume », obligées de collaborer avec les groupes organisés armés pour garantir leur survie. Ces groupes, qui se positionnent dans un premier temps dans les régions comme une réponse aux défaillances de l'État en matière d'offre sécuritaire mais aussi d'accès et de répartition des richesses, finissent également par créer entre eux et les populations de la méfiance en raison des privations de liberté et des actes de violence dont ils sont auteurs.

Face à cet état de fait et en raison d'une certaine lassitude, les populations ont perçu dans la prise du pouvoir par les militaires, le 24 janvier 2022, des opportunités à explorer pour non seulement améliorer l'offre sécuritaire mais aussi corriger les tares dues à l'absence de coordination, à la faiblesse de l'équipement militaire et au défaut de collaboration entre les acteurs en charge de la sécurité. C'est en cela que la création du Commandement des opérations du théâtre national (COTN) par les nouvelles autorités sonne comme un signal positif. En tant qu'acteurs et principaux bénéficiaires d'une sécurité efficace, les différents acteurs et les populations ont proposé des solutions, sous forme de recommandations, en vue d'améliorer les relations entre les acteurs sécuri-

taires, et entre eux et les populations, dans une perspective d'amélioration de la coproduction de la sécurité et la prévention des conflits dans les régions cibles du projet.

Voici quelques-unes de ces recommandations :

- Assurer le retour des structures étatiques dans les localités à fort défi sécuritaire et relancer le développement, notamment en améliorant les infrastructures (routières, sanitaires, éducatives, etc.).
- Renforcer les capacités des femmes actrices du changement en matière de gouvernance sécuritaire.
- Assécher les sources de financement et d'équipement des GOA.
- Créer un centre de déradicalisation et de réinsertion socioéconomique des combattants repentis.
- Créer des cellules de gestion ou prévention de crise/cadres de collaboration au sein des communautés prenant en compte toutes les composantes de la société, y compris les autorités et les FDS.
- S'assurer que les initiatives communautaires de sécurisation n'érodent pas le monopole de la force légitime de l'État, mais l'appuient positivement.

Les principaux obstacles en matière de gouvernance sécuritaire

1



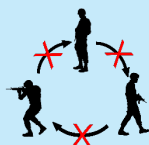
Les groupes organisés armés (GOA) ont des bases dissimilées sur l'ensemble du territoire et lancent des attaques à répétition, causant des dégâts matériels et humains importants.

2



Les populations se sentent abandonnées par l'État du fait de l'inaccessibilité aux services sociaux de base, ce qui les rend encore plus vulnérables aux attraites des GOA.

3



Une multitude d'acteurs du secteur de la sécurité ont des relations fortement parasitées par des rivalités.

4



L'implication des jeunes et des femmes dans les instances décisionnelles est une plus-value pour la réussite des actions de sécurisation du territoire national.

5



La méfiance entre les FDS et la population empêche la bonne collaboration entre elles et la synergie des actions.

6



L'argent est le nerf de la guerre et confère aux GOA des assises financières solides.

7



Les tensions sociales et les conflits communautaires alimentent les divisions et fragilisent considérablement la cohésion sociale et la paix.

8



Le faible maillage du territoire en services de sécurité est un frein à la protection des populations par les FDS.

9



L'incivisme grandissant à tous les âges de la vie contribue à aggraver l'insécurité et l'extrémisme violent.

Introduction

Contexte et justification

Le Burkina Faso est devenu, ces dernières années, un nouveau foyer d'attaques terroristes. Au-delà de l'État, qui est la cible privilégiée des groupes organisés armés (GOA), les populations civiles paient aussi un lourd tribut à divers niveaux sur l'ensemble du territoire national. Les pertes en vies humaines, les blessés, les déplacements de personnes² vers des zones jugées plus sûres, les fermetures d'écoles, etc., constituent des effets directs de la crise³. On dénombre, du fait de l'insécurité marquée par la présence des GOA, plusieurs zones difficiles à contrôler et faiblement administrées par l'État. L'incapacité de ce dernier à assurer ses missions régaliennes a également provoqué une distension avec les administrés, qui peut favoriser l'occupation de ces zones par les terroristes.

En outre, depuis l'insurrection populaire d'octobre 2014 ayant entraîné la chute du président Blaise Compaoré, le Burkina Faso connaît une relative instabilité de ses institutions. À cela s'ajoute la fragilisation du socle social du fait de l'exacerbation des tensions locales, intra et intercommunautaires.

Aussi la rupture sociale générée par la mal-gouvernance constitue-t-elle la quittance de justification des agissements des GOA, qui s'appuient sur elle pour étendre leur influence et leur contrôle du territoire.

Ainsi, la montée du sentiment d'insécurité au sein des populations constitue un défi social (urgence humanitaire) et politique (les problèmes de sécurité ont un impact sur la sécurité humaine et la stabilité des institutions). Les multiples causalités⁴ de l'insécurité généralisée, qui justifient l'accroissement de la perception d'anxiété, lancent le débat sur les enjeux de la construction de la paix et de la cohésion sociale.

L'intensification des attaques asymétriques (l'ennemi est difficilement identifiable), l'inadaptation de l'approche des FDS à cette nouvelle expression guerrière et le sentiment d'insécurité exprimé par les populations imposent une reconfiguration de l'arène sécuritaire.

C'est dans ce contexte de déphasage entre la demande et l'offre sécuritaire que des militaires ont perpétré un putsch dans la nuit du 23 au 24 janvier 2022, renversant ainsi le pouvoir en place en instaurant le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) dirigé par le lieutenant-colonel Paul Henri Damiba. Cette nouvelle donne présente une reconfiguration du dispositif de gestion sécuritaire et un impact sur les dynamiques entre les acteurs en fonction de la stratégie annoncée.

Face aux importants défis sécuritaires internes et transfrontaliers, marqués par l'émergence et les actions des groupes organisés armés, se dressent les

2 1 902 150 personnes déplacées internes ont été enregistrées à la date du 30 avril 2022, https://drive.google.com/file/d/1E9lk9TwUji_-0DXjwuzMFnJpN8l7Irw/view, consulté le 15 juin 2022 à 14 h.

3 En effet, des zones du territoire, en particulier le Sahel, le Centre-Nord, le Nord, la Boucle du Mouhoun et l'Est, sont devenues difficilement accessibles à cause de la présence des terroristes.

4 On retient, entre autres, l'exacerbation de la pauvreté et la raréfaction de l'emploi, la cherté de la vie et la présence de groupes armés dont les motivations réelles demeurent méconnues. De plus, les causes profondes de cette situation d'instabilité varient selon les localités et sont parfois difficiles à circonscrire.

relations heurtées entre les populations et les FDS. À cela s'ajoute l'émergence d'acteurs non étatiques dans la fourniture des services de sécurité, ce qui rend indispensable l'analyse des interactions entre tous les intervenants dans le domaine.

Pour Interpeace, une solide analyse des problématiques conflictuelles, réalisée à travers des recherches et fondée sur la réalité de la population burkinabè, est une étape nécessaire vers le développement de solutions plus efficaces pour un retour à une vie de paix. Pour ce faire, d'une part, une recherche qualitative participative a permis d'approfondir et d'explicitier les causes, attentes et risques liés à la situation. Et d'autre part, l'outil SCORE (Social Cohesion and Reconciliation) est mise en œuvre pour illustrer cette situation afin d'apprécier la variété des barrières à la paix et les leviers d'actions, ainsi que leur poids relatif dans les quatre régions d'intervention. L'inclusion et la participation des populations, aussi bien sur le volet qualitatif que quantitatif et tout au long du processus, permettent de contextualiser la recherche, d'enrichir les thèmes abordés et de s'assurer que les résultats sont valides, pertinents et connus aux yeux des premiers intéressés.

Le présent rapport est le fruit de l'analyse commune des réflexions menées par les acteurs rencontrés et des résultats de l'analyse SCORE. Il examine les obstacles et les opportunités pour l'amélioration de la gestion de la sécurité, la prévention des conflits et la protection des populations. Il identifie et analyse les besoins et attentes des populations en termes de sécurité, ainsi que les interactions entre les acteurs de l'offre sécuritaire étatique et non étatique.

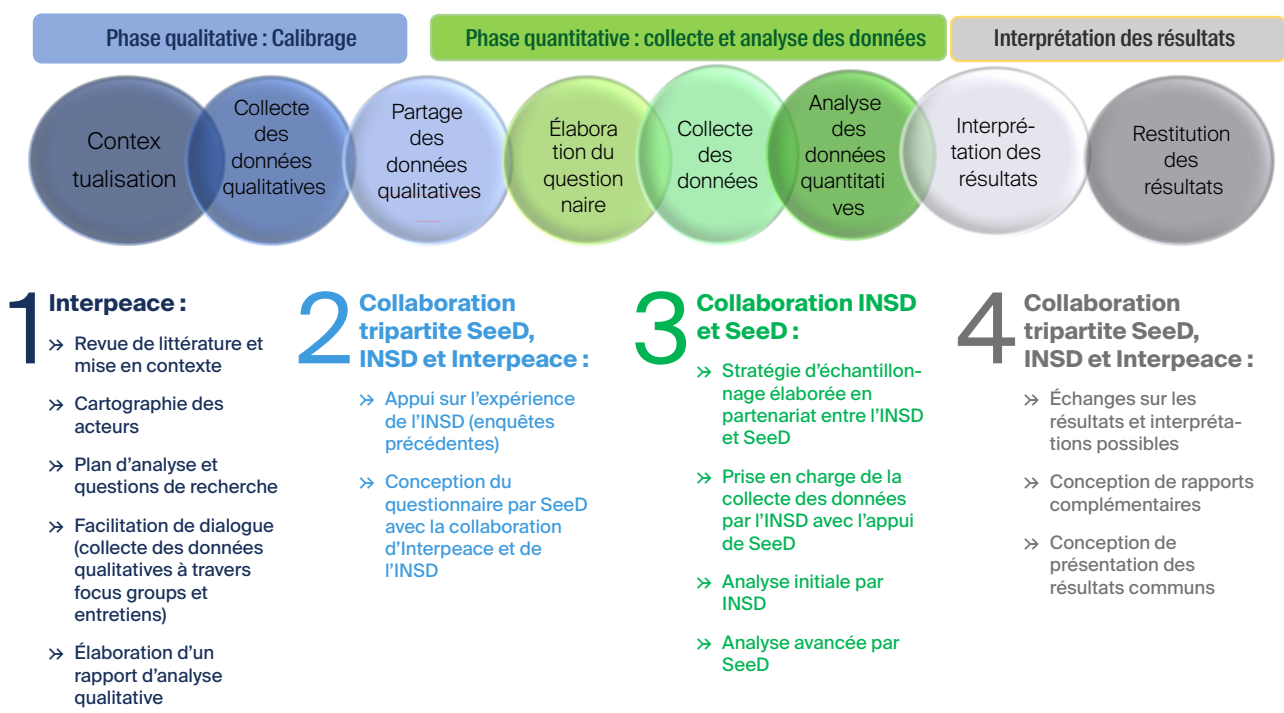
En outre, il détermine des facteurs explicatifs de la difficile collaboration entre les acteurs sécuritaires et la population, et formule des recommandations pour renforcer la collaboration entre eux et relever les autres défis sécuritaires. Il aide également à définir les activités et la façon dont Interpeace s'engagera dans le dialogue et la concertation avec les parties prenantes nationales et internationales pour améliorer la sécurité dans les quatre régions. Enfin, il fournit une orientation sur la façon dont l'Organisation travaillera aux côtés du gouvernement au niveau national et local afin de contribuer à mettre fin aux conflits.

Méthodologie

L'approche méthodologique utilisée dans le cadre de cette recherche se veut mixte et collaborative : une démarche qualitative développée par Interpeace Burkina Faso à travers la Recherche Action Participative (RAP) et une démarche quantitative à travers une enquête quantitative appuyée par l'utilisation de

l'outil d'analyse statistique appelé l'indice SCORE (Social Cohesion and Reconciliation), instrument d'évaluation et d'aide à la décision participative développé par SeeD, et mis en œuvre en relation avec l'Institut National de la Statistique et la Démographie (INSD), dans le cadre de la présente recherche.

Figure 1 : Synthèse des étapes de la méthodologie



Première partie - La recherche qualitative : méthodologie de Recherche Action Participative (RAP)

L'approche d'Interpeace est bâtie sur les principes de la Recherche Action Participative (RAP). Celle-ci repose sur la conviction qu'aider l'ensemble des parties prenantes à participer de façon significative à la compréhension des phénomènes conflictuels contribuera au processus de construction d'une paix inclusive et durable. En effet, la RAP offre un cadre de recherche collectif dans lequel les populations du Burkina Faso participent, chacune à son niveau, aux recherches portant sur les obstacles à la paix durable et sur les solutions à apporter. Cette démarche s'appuie sur un processus prenant en compte les avis de toutes les couches de la société (horizontalité), de

la base au sommet (verticalité). Cette méthodologie place, au cœur du processus, les Burkinabè dans le champ de réflexion et de diagnostic des causalités de la crise, et dans la recherche de pistes de solutions ainsi que de leur mise en œuvre.

Le processus contribue, au-delà du travail de recherche, à encourager une culture de dialogue et à améliorer les relations parmi des groupes parfois antagonistes, par le biais de rencontres répétées et structurées et d'une analyse conjointe des défis et des solutions à apporter. À terme, sa mise en œuvre permet aux acteurs confrontés à des situations de

conflit de dégager eux-mêmes une analyse partagée et soutenue par tous, pouvant servir de base à la recherche participative de solutions consensuelles aux problèmes.

Les méthodes inclusives participatives apportent une approche ascendante à la recherche, puisque le consentement éclairé des personnes touchées y est essentiel. Non seulement l'information est obtenue grâce aux participants mais elle est produite en coopération avec eux. Ces méthodes participatives sont conçues pour réaliser des objectifs de changement en intégrant l'analyse qualitative des informations reçues.

Le recours à l'outil audiovisuel

Les focus groups et entretiens individuels réalisés dans le cadre de cette recherche ont été filmés à l'aide de caméras, avec le consentement des participants aux espaces de dialogue, afin de produire un

L'objectif principal de l'analyse qualitative est de développer une compréhension approfondie et partagée des dynamiques sécuritaires dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel. En termes de contenu et de structuration, le rapport est subdivisé en quatre chapitres qui traitent des menaces et des sources d'insécurité, des interactions entre les acteurs sécuritaires eux-mêmes dans les quatre régions, des interactions entre ces acteurs et les populations et des autres défis qui rendent les actions de sécurité problématiques. Une dernière partie est consacrée aux recommandations et suggestions.

documentaire sur les dynamiques sécuritaires. Le rapport audiovisuel accompagne ce rapport narratif de recherche.



Focus group femmes, Kaya, Région du Centre-Nord, août 2021.

L'utilisation de l'outil audiovisuel, en plus de permettre d'assurer l'authenticité des propos rapportés, permet la restitution des résultats à des audiences non alphabétisées et se positionne comme un outil

de mise en relation des groupes sociaux qui, normalement, ne se rencontrent et/ou ne dialoguent pas du fait de distances géographiques, ethniques, culturelles, générationnelles.

Profil des personnes consultées

La recherche qualitative a été menée auprès de personnes issues de différentes catégories socioprofessionnelles, susceptibles ou non d'être interrogées sur les questions sécuritaires. Ainsi, l'échantillonnage et le ciblage des personnes se sont fondés sur la typologie sociodémographique des régions cibles du projet.

Selon l'approche Track 6 d'Interpeace, des entretiens individuels ont été effectués au niveau Track 1 des régions auprès des gouverneurs, des hauts-com-

missaires, des directeurs régionaux de la police, de l'environnement, de la jeunesse, de la promotion de la femme et de l'action sociale, des responsables de compagnies de gendarmerie, des présidents des conseils régionaux et des responsables des postes de douanes ; au niveau Track 2, auprès des autorités coutumières et religieuses et des organisations de la société civile et au niveau Track 3, auprès de certaines personnes pertinentes dans les communautés (ni leaders, ni affiliées ou représentantes d'organisations particulières).

Déroulement des consultations

L'échantillonnage des entretiens individuels et des discussions de groupe (FGD) a été effectué de manière raisonnée (non aléatoire), en choisissant dans chaque zone des individus pertinents et disponibles pour participer aux échanges et répondant à des critères de représentativité de genre, d'âge et de fonction dans la société.

Pendant plusieurs semaines, les équipes de recherche-facilitation d'Interpeace au Burkina Faso ont sillonné les quatre régions cibles. Au total, 234 personnes ont participé aux consultations à travers 17 espaces de dialogue et 31 entretiens individuels.

Tableau 1 : Répartition de la structure de l'échantillon

Période	Région	Nombre de focus groups	Nombre d'entretiens	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Nombre de jeunes hommes	Nombre de jeunes femmes	Total
Du 25 au 31 juillet 2021	Boucle du Mouhoun	04	11	32	07	12	8	59
	Est	04	06	25	11	7	5	48
Du 1 ^{er} au 8 août 2021	Centre-Nord	05	09	37	12	17	7	73
	Sahel	04	05	30	12	5	7	54
Total		17	31	124	42	41	27	234

Description des régions cibles

Les régions retenues sont les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel. Elles sont considérées comme des régions à fort défi sécuritaire et présentent des particularités :

- Dans la région de la Boucle du Mouhoun, la ville de Nouna est sous couvre-feu. On note également un grand nombre de personnes déplacées internes (PDI), soit 80 938, au 30 avril 2022⁵.
- La région du Centre-Nord connaît une forte concentration de PDI : environ 657 041 en avril 2022. Yirgou et Barsalogo ont connu des attaques des GOA et celle de Yirgou a été la plus meurtrière en 2019.

- La région de l'Est, l'une des plus grandes du pays, est sujette à des attaques des GOA, sans oublier la survivance et les inconvénients du grand banditisme. Elle est également sous couvre-feu et compte 170 416 PDI.
- La région du Sahel burkinabè fait partie du Liptako-Gourma, triangle frontalier à cheval entre le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Elle constitue la zone la plus touchée par les attaques terroristes dans la bande sahélo-saharienne. On y dénombre 574 096 PDI.

Deuxième partie : La recherche quantitative, calibrage et échantillonnage

Détermination de la taille de l'échantillon dans chacune des régions

La taille optimale de l'échantillon dans chacune des régions est donnée par la relation

$$n = \frac{N \sum_h N_h p(1-p)}{N^2 \frac{e^2}{t^2} + \sum_h N_h p(1-p)} = \frac{Np(1-p)t^2}{Ne^2 + t^2p(1-p)}$$

qui correspond à la méthode de détermination de la taille de l'échantillon dans le cas d'un sondage stratifié à allocation proportionnelle, avec les explications suivantes :

- N= effectif total de la population cible
- h= numéro de chaque strate
- Nh= effectif de la population cible de la strate numéro h
- n = taille de l'échantillon ;
- t = constante qui dépend du seuil de probabilité retenu ;
- e = marge d'erreur qui donne la précision recherchée.

- P = ordre de grandeur de la proportion à estimer

La taille optimale de l'échantillon dans chacune des régions a été déterminée selon la procédure suivante : une première taille a été calculée en supposant que les individus éligibles sont directement accessibles à partir d'une liste et peuvent être choisis de façon aléatoire (a). Cette taille est ajustée par un coefficient pour espérer le même niveau de précision car dans la pratique, les individus ne sont pas accessibles directement. On passe par des regroupements de ces unités dans des zones de dénombrement (b). Notre objectif est que les estimateurs du niveau de sécurité ne s'écartent pas de plus de 4% de leur valeur réelle au cas où on se tromperait dans l'approximation des paramètres. De plus, pour être confiant de nos estimations, la procédure de l'expérience est choisie de telle sorte que si l'expérience venait à être répétée 100 fois, que l'on se trompe 5 fois en moyenne. On aboutit à une taille de 600 individus dans chaque région sauf le Centre. Cette taille de l'échantillon sera majorée de 5% au niveau de chaque région pour compenser les non-réponses

5 Tableau de bord général sur l'enregistrement des PDI au BF au 30 avril 2022, CONASUR, No 04/2022, https://drive.google.com/file/d/1E9lk9TwUji_-0DXjwuzMFnJpN8I7Irw/view, consulté le 14 juin 2022.

éventuelles et l'effet du plan de sondage. Ainsi donc la taille minimale d'individus à enquêter est de 630 individus dans chaque région. Ensuite, on tient compte de la spécificité de la région du Centre.

A la suite de l'application de cette procédure, une taille optimale est trouvée et dispersée dans les provinces. Toutefois, les résultats sont représentatifs au niveau région mais pas à l'échelle provinciale.

Cependant, compte tenu de la taille réduite de l'échantillon, cette méthode conduit à l'exclusion du milieu urbain et de certaines provinces frontalières qui sont exposées à des crimes et délits transfrontaliers. Par conséquent, la taille de l'échantillon sera répartie équitablement entre les provinces. Pour assurer également la prise en compte du milieu urbain, 1/3 de l'échantillon lui sera réservé dans chaque province sauf le Kadiogo.

Tableau 2 : Répartition selon la région d'origine des personnes enquêtées

Régions	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre-Nord
% de l'échantillon	21 %	14,30 %	21,10 %	22,30 %	21,3 %
Répartition selon le milieu de résidence des personnes enquêtées					
Urbain	43,10 %				
Rural	56,90 %				
Répartition selon le genre des personnes enquêtées					
Homme	67,80 %				
Femme	32,20 %				
Répartition selon le groupe d'âge des personnes enquêtées					
Groupe d'âge	18-24 ans	25-34 ans	35-54 ans	55 ans et plus	
Proportion	12,30 %	23,70 %	45,20 %	18,80 %	

Méthodologie de l'indice SCORE

L'enquête de satisfaction des prestations du ministère de la Sécurité du Burkina Faso a été développée grâce à un outil statistique appelé indice SCORE (Social Cohesion and Reconciliation). SCORE est un instrument d'évaluation et d'aide à la décision participative développé par le Center for Sustainable Peace and Democratic Development (SeeD), qui vise à quantifier des phénomènes psychologiques et sociaux en vue de contribuer à l'amélioration de la cohésion sociale, de la résilience, de la réconciliation et de la consolidation de la paix. L'indice SCORE propose ainsi une mesure standardisée entre 0 et 10. Un score de 0 correspond à l'absence totale du phénomène au niveau de l'échantillon, tandis qu'un score de 10 signifie une présence totale de ce phénomène.

L'outil Score repose sur une approche combinant les méthodologies qualitative et quantitative. Il s'inscrit dans un protocole de recherche-action car l'analyse est faite *avec* et *pour* des citoyens ou des groupes spécifiques. Ceux-ci sont des participants à l'enquête (et non des sujets de recherche) car ils sont invités à intervenir dans le cadre du processus de mise en œuvre de l'outil. En amont, la mise en place de focus groups et d'entretiens individuels vise à donner la parole aux citoyens et à recourir au dialogue et à l'échange de savoirs afin de trouver des solutions aux problèmes. En aval ensuite, les interventions et les protocoles d'action proposés sont directement destinés aux citoyens pour l'amélioration de leur situation.

Méthode d'observation

Au regard de la complexité de l'étude, dans le cadre de la collecte des données qualitatives et quantitatives, une combinaison de plusieurs méthodes d'ob-

servations a été mise en place, en particulier celle de l'observation directe. Elle a permis in situ, dans le cadre de la collecte des données qualitatives, d'ob-

server les interactions entre les diverses parties au quotidien et d'appréhender l'écart entre leurs dis-

cours, comportements et pratiques en relation avec les faits relatés.

Mise en œuvre

Pour la thématique de la sécurité au Burkina Faso dans le cadre de la présente analyse, le questionnaire développé via l'outil SCORE a été mis en œuvre. La phase quantitative de cette étude s'est déroulée dans cinq régions du pays : Boucle du Mouhoun, Centre, Centre-Nord, Est et Sahel. Collectées du 1^{er} no-

vembre au 3 décembre 2021, les données quantitatives ont été analysées par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) avant d'être partagées avec SeeD pour l'analyse SCORE. Au total, 2 964 entretiens ont été réalisés.

Le cadre d'analyse

Le cadre d'analyse des données du présent rapport est l'analyse systémique, une technique qui permet d'intégrer les interactions et la globalité dans les systèmes. Celle-ci a permis de faire ressortir les liens de causalité entre différents éléments structurants dont la combinaison génère le climat d'insécurité ambiant qui prévaut dans les quatre régions à partir des données collectées. Certaines analyses réalisées dans le cadre du rapport se sont aussi basées sur des études préalables faites par l'équipe de recherche-facilitation d'Interpeace dans le cadre de ce projet. Il s'agit de la revue documentaire sur l'identification des mesures gouvernementales prises en réponse à

la Covid-19 et l'analyse de leurs dimensions genre et jeunes ainsi que leurs effets sur le contexte sécuritaire, socioéconomique et politique. Le rapport de cartographie des acteurs impliqués dans la gouvernance du secteur de la sécurité dans ces régions a lui aussi alimenté l'analyse.

Dans le rapport, l'analyse des données s'est faite en combinant les données SCORE et les données issues de la RAP afin d'obtenir une analyse commune.

1

Les menaces
et les sources
d'insécurité
observées

Chapitre 1 : Les menaces et les sources d'insécurité observées

Le Burkina Faso fait face à une crise multidimensionnelle, les populations locales étant victimes d'un réseau de menaces interconnectées alimenté par les lacunes structurelles de l'État burkinabè. Deux « formats » de menaces ont été question-

nés dans le cadre de la présente étude. Une première série rend compte de menaces dites « structurelles » tandis que la suivante s'intéresse davantage aux problèmes d'insécurité liés à la vie au sein de la communauté.

1.1. Les menaces structurelles

Il a été demandé aux répondants de considérer dans quelle mesure certaines menaces spécifiques pouvaient, selon eux, mener à la violence au sein de leur communauté. Les scores affichés dans le tableau ci-dessous indiquent le potentiel destructeur

de chaque type de menace structurelle, un score élevé signifiant qu'un grand nombre de répondants a tendance à penser que la menace en question aboutira à de la violence.

Tableau 3 : Scores relatifs aux menaces structurelles

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre-Nord	Score moyen
Menaces liées à des ressources foncières ou naturelles	6,0	8,8	7,0	6,8	9,4	7,9
Menaces liées à des rivalités politiques	3,6	7,0	6,9	6,0	9,4	6,6
Menaces liées à des conflits intergroupes	3,7	5,5	6,9	5,8	9,4	6,0
Menaces liées à des conflits agriculteurs-éleveurs	6,6	7,7	6,7	7,7	9,4	7,7
Menaces liées aux conflits de chefferie	6,5	5,5	6,7	6,7	9,4	6,6
Menaces structurelles exogènes (grand banditisme + groupes armés + PDI)	5,4	6,9	7,8	7,1	9,3	7,2

Les conflits liés à la propriété foncière et aux ressources naturelles ainsi que les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont les menaces qui inquiètent particulièrement certaines populations. Selon la majorité des répondants, ces deux types de conflits vont certainement mener à la violence dans le futur.

On remarque cependant que tous les facteurs sont assez marqués. Comparativement, le risque de tensions intercommunautaires est le plus bas, bien qu'il ne soit pas nul.

Dans la région du Sahel, ce sont les phénomènes de

grand banditisme et la menace des groupes armés qui sont perçus comme les plus prégnants, bien plus qu'ailleurs.

Les répondants de la région du Centre-Nord sont dans une situation particulièrement anxiogène. Quel que soit le type de menace mentionné, la majorité des personnes interrogées dans la région pensent qu'il est susceptible de générer de la violence. Tout porte à croire que la première attaque la plus meurtrière qu'a connue la région au niveau de Yirgou met

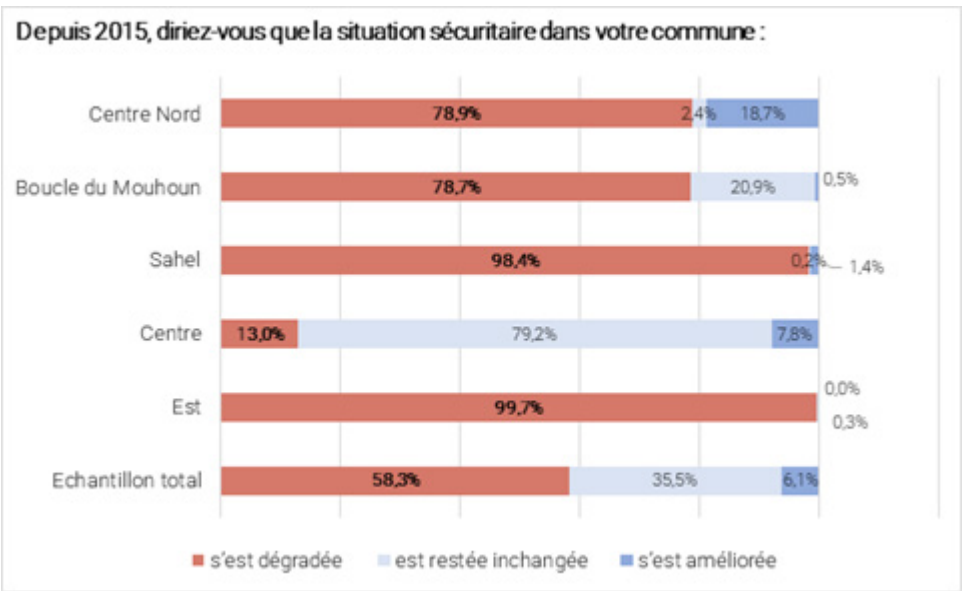
toute la région en alerte face à un éventuel conflit. Cette situation traduit une attitude de forte anxiété à l'égard du futur et un sentiment unanimement partagé de crainte d'une dégradation de la situation sociopolitique et sécuritaire. La quasi-majorité des personnes dans la région du Centre-Nord a pour horizon la violence. En revanche, dans la région de l'Est, la population se sent abandonnée par l'État, si bien qu'elle met en amont le développement des infrastructures routières et hospitalières au détriment des différentes menaces structurelles.

1.2. Perception des populations sur leur sécurité physique

La sécurité physique a été mesurée à travers une série de questions relatives au sentiment de sécurité personnelle des individus (p. ex. sentiment d'être à

l'abri de la violence dans leur quotidien, sentiment de pouvoir marcher seul dans les rues la nuit, etc.).

Figure 2 : Évolution de la situation sécuritaire depuis 2015



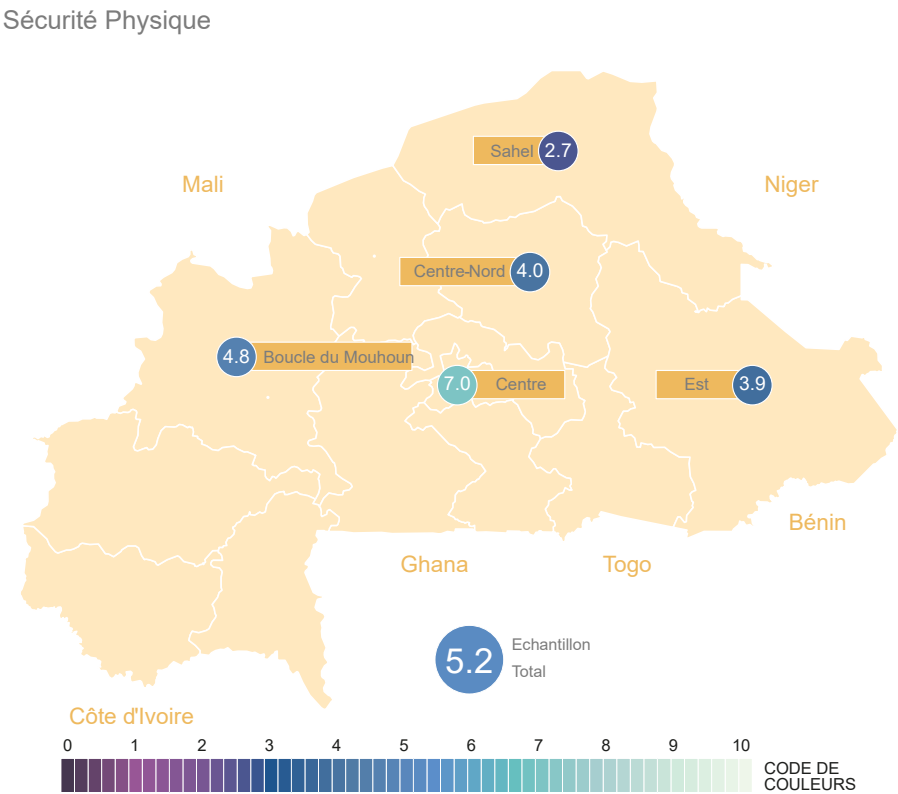
Il est à remarquer qu'il existe un consensus général autour de l'idée d'une dégradation de la situation sécuritaire dans les quatre régions cibles du projet. Le constat est unanime dans les régions du Sahel et de l'Est. Par ailleurs, les régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Nord ont également des similitudes au niveau de la situation sécuritaire. La per-

ception de l'évolution de la situation sécuritaire à large échelle est en général assez alignée sur la perception de la sécurité personnelle. A contrario, les répondants de la région du Sahel sont presque unanimes sur la dégradation de la situation sécuritaire. Cela se retrouve dans leur perception de leur sécurité physique, qui est aussi très négative.

La *heatmap*⁶ ci-après permet de rendre compte des niveaux de sécurité personnelle à l'échelle des régions. Les résultats ont montré précédemment que

le niveau d'exposition aux insécurités était plus élevé dans les zones frontalières (voir figure 3).

Figure 3 : niveaux de sécurité physique



Les résultats montrent que le niveau de sécurité physique des populations du Sahel est très faible, soit 2,7. En effet, l'attaque de Sohlan qui a fait près de 132 morts⁷ pourrait confirmer le risque de sécurité physique ressenti par la population. Le fait annoncé qu'elles subissent des enlèvements à répétition tend à confirmer le ressenti de la population. En revanche, pour les régions de l'Est et du Centre-Nord, le niveau de sécurité physique est sensiblement le même, soit 3,9 et 4,0. Cela peut s'expliquer par le fait que les deux régions sont frontalières. En outre, les attaques dans ces zones touchent plus les FDS et les VDP, d'où la similitude des scores.

Au niveau de la région de la Boucle du Mouhoun, le niveau de dégradation de la situation sécuritaire est similaire à celui du Centre-Nord mais le niveau de

sécurité physique de la population est moyen, soit 4,8. Dans cette région, la population a connu moins d'attaques et d'exactions des GOA durant la période de l'enquête. Cela pourrait expliquer le score tendant vers une atteinte à la sécurité physique moins élevée.

Il n'y a pas toujours une similitude entre la dégradation de la situation sécuritaire et la sécurité physique. D'une manière générale, cette incohérence de surface pourrait s'expliquer par le fait que les régions encore assez peu touchées perçoivent les dynamiques de l'insécurité et la situation dans laquelle elles pourraient se trouver à l'avenir.

Au-delà de la perception générale de la sécurité, les personnes interrogées ont été affectées à différents

6 « Heatmaps » ou cartes de chaleur : elles illustrent le niveau de manifestation des phénomènes dans les différentes zones géographiques étudiées, ce qui permet d'entrevoir, de façon intuitive, les zones géographiques de forte prévalence (ou de déficit) de chaque phénomène étudié.

7 leFaso.net - L'actualité au Burkina Faso

degrés par des actes liés à l’incivisme, qui constitue une deuxième menace. Ceux-ci relèvent non pas de dynamiques transversales mais davantage de problèmes localisés au sein de la vie de la communauté. Ce sont, entre autres, des vols de bétail, cambriolages, braquages, attaques physiques, crimes sexuels, violences domestiques, actes de délinquance, enlèvements, emprisonnements injustifiés, présence d’armes à feu, addictions, prostitution... Dans toutes les régions, le vol de bétail paraît être la forme d’insécurité la plus prégnante, suivie des cambriolages et braquages. Il est à noter que les ré-

gions se sentant le plus menacées dans leur sécurité ne sont pas celles qui ont été les plus exposées à ces actes. Le Centre-Nord, qui est de loin la région qui a exprimé le plus de peur face aux menaces de tous types, est, en réalité, la région la moins affectée. C’est aussi le cas des régions du Sahel et de l’Est qui sont les plus touchées, alors que leurs scores dans la figure 2 démontraient une peur moindre, en particulier pour l’Est qui était la région la moins anxieuse. Ces actes d’incivisme viennent aggraver la dégradation de la situation sécuritaire et ont également un impact sur la sécurité physique de la population.

1.3. Les effets de la pandémie de Covid-19

La pandémie de Covid-19 a eu des effets mondiaux transversaux. Les restrictions et les bouleversements qu’a connus le Burkina Faso ont touché diverses dimensions de la vie quotidienne. Ainsi, les conséquences de la pandémie sur les activités quo-

tidiennes des individus ne sont plus à démontrer. Il est important de mentionner ici que l’analyse statistique a mis au jour **l’existence de corrélations entre les indicateurs liés au Covid-19 et l’exposition générale à l’insécurité.**

Tableau 4 : Impacts du Covid-19 sur les activités quotidiennes des individus

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre-Nord	Score moyen
Impact du Covid sur la situation économique du ménage	-4,2	-9,2	-5,7	-6,8	-9,2	-7,6
Impact du Covid sur la sécurité alimentaire du ménage	-4,2	-9,0	-5,6	-5,4	-9,2	-7,2
Impact du Covid sur la santé physique du ménage	-3,9	-2,7	-3,2	-4,4	-5,9	-3,8
Impact du Covid sur la santé psychologique du ménage	-6,5	-6,5	-4,0	-5,3	-6,3	-6,0
Impact du Covid sur les relations entre les membres du ménage	-4,3	-3,2	-5,2	-3,8	-6,2	-4,2
Impact du Covid sur les relations avec les membres de la localité	-5,7	-5,5	-5,1	-4,8	-6,2	-5,5
Impact du Covid sur la sécurité du ménage (vis-à-vis de la violence)	-2,5	-4,0	-3,3	-4,5	-5,8	-4,1
Impact du Covid sur l’accès à l’éducation	-6,2	-9,7	-4,9	-8,3	-9,4	-8,4
Impact du Covid sur l’accès aux services de santé et de soin	-4,3	-7,9	-4,9	-5,9	-6,1	-6,3
Impact général du Covid sur le ménage	-4,7	-6,4	-4,6	-5,5	-7,1	-5,9

La situation économique et la sécurité alimentaire ont particulièrement été affaiblies dans les régions du Sahel et du Centre-Nord. En effet, le nombre de personnes déplacées internes (PDI), conjugué à la situation précaire de ces zones, a fortement contribué à augmenter la demande sur les plans économique et alimentaire. Ce sont également dans ces deux régions que les répondants font état d'un accès détérioré aux services d'éducation, si bien que les séquelles des attaques des GOA ont entraîné la fermeture de certaines infrastructures éducatives.

Pour l'ensemble des régions étudiées, ce sont principalement ces trois domaines – sécurité alimentaire et économique, accès aux soins et l'accès à l'école – qui ont particulièrement souffert des conséquences générées par la pandémie. En outre, pendant les premiers moments de la pandémie de COVID-19, les actions de tous les acteurs ont été orientées vers la gestion de la crise sanitaire au détriment de la situation sécuritaire. Toute chose qui a contribué à la dégradation de cette dernière dans les zones déjà fragilisées par les attaques des GOA.

Encadré 1 - La région de l'Est : un carrefour de menaces

Selon Quidelleur, la situation à l'Est est un « *miroir grossissant des dynamiques de régionalisation de la violence désormais en cours au Sahel* »⁸. Plusieurs résultats permettent, en effet, de confirmer ce constat. Ils s'articulent autour d'une série de phénomènes : un environnement en proie à une variété de types d'insécurité, un déficit d'accès aux services de la gouvernance, un déficit de légitimité de l'État et de ses agents de sécurité et, enfin, des sentiments de marginalisation accompagnés de certaines prédispositions à la violence⁹.

Des niveaux élevés pour des insécurités multiples

De nombreux rapports pointent l'existence d'une criminalité endémique dans la région de l'Est, parfois qualifiée de « zone rouge ». Cette région, bordant le Bénin, le Togo et le Niger, est particulièrement exposée aux phénomènes de banditisme et d'attaques des GOA – la présence du groupe État Islamique au Grand Sahara (EIGS), dans la zone des trois frontières, se nourrit principalement de la porosité de celles-ci¹⁰. Dès lors, la principale attente des populations locales est la réduction des attaques.

Les données relatives aux attaques physiques, au vol de bétail, à la délinquance, aux enlèvements et à la circulation d'armes sont systématiquement plus élevées que les moyennes enregistrées dans le pays. Souvent, pour ce qui relève des autres types d'insécurité, la région de l'Est se place directement en deuxième position derrière la région du Sahel – confirmant la tendance d'une violence régionalisée similaire à celle observée au Sahel.

La faible présence de l'État

Cette région est celle dans laquelle les services de la gouvernance sont les moins efficaces. La figure 4 ci-dessous permet d'observer que les habitants de la région de l'Est souffrent d'une incapacité d'accéder aux services sociaux de base (37 % des personnes interrogées disent ne pas vraiment être capables

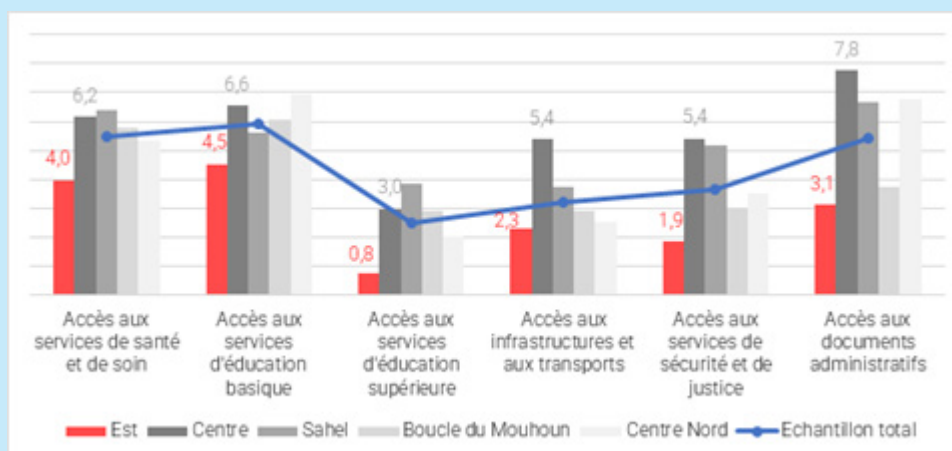
8 Les résultats sont négatifs ici. Ils illustrent une dégradation de la situation. Un score au-dessus de 0 pourrait potentiellement signifier une amélioration. Un score de -10 illustre un niveau de dégradation maximale tandis qu'un score de 10 constitue le seuil optimal pour désigner une amélioration de la situation.

9 T. Quidelleur, *Les racines locales de la violence dans l'Est du Burkina Faso. La concurrence pour les ressources, l'État et les armes*, janvier 2020, Noria Research.

10 À ces dynamiques s'ajoute également la question foncière considérée comme une « poudrière » dans une région particulièrement fertile en ressources naturelles. Voir rapport Interpeace et LACET, *Renforcer la sécurité par le bas au Burkina Faso*.

de fournir assez de nourriture à tous les membres).

Figure 4 : Scores relatifs à l'accès aux services



Systématiquement, les résultats obtenus montrent que les services publics sont davantage défaillants dans cette région que sur l'ensemble du territoire (quel que soit le type de service mentionné, les colonnes rouges sont en dessous de la courbe bleue). Ce déficit d'accès aux services essentiels supposé- ment délivrés par l'État peut alors être la souche sur laquelle se développent des sentiments de frustration et de marginalisation.

Marginalisation

Certaines catégories de la population se sentent marginalisées, à savoir les jeunes (les « cadets sociaux ») et les groupes peulh et gourmanché. Ce sentiment peut ensuite être exploité par les GOA, qui développent leur ancrage local en jouant sur les frustrations de certaines catégories de la population¹¹. Il est par ailleurs à noter que c'est dans cette région que le soutien populaire aux groupes armés est le plus élevé.

Bien que ce soit dans la région du Sahel (voir encadré 2) que les individus sont les plus nombreux à s'armer pour faire face à la situation sécuritaire, il est à noter que les provinces de la Tapoa et du Gourma sont également en proie à ce type de comportement.

Un rapport à l'État détérioré

Le faible accès aux services de l'État et le sentiment de marginalisation concourent logiquement à détériorer la relation que les populations locales entretiennent avec l'État. Le taux d'emprisonnements injustifiés est lui aussi élevé. Cela induit un soutien faible aux FDS, comme le confirme la figure 7. La relation avec l'État est de plus en plus délétère. La mauvaise gouvernance et la mauvaise gestion des ressources naturelles comme les abus de l'administration et les sentiments d'injustice sont un terreau fertile pour le développement des groupes organisés armés.

¹¹ ACLED, *Insecurity in southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency* <https://acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/>

2

Une faible
intégration des
acteurs intervenant
en matière de
sécurité

Chapitre 2 : Une faible intégration des acteurs intervenant en matière de sécurité

L'analyse des dynamiques sécuritaires dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel permet de mettre en lumière l'existence d'une multitude d'acteurs. Leurs capacités d'intégration et la synergie qu'ils sont censés créer autour de leurs interventions devraient favori-

ser une meilleure prise en charge des questions liées à la sécurité. Malheureusement, le constat sur le terrain démontre une faible coordination et une intégration marquée par des rivalités au sein des corps armés et entre acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité.

2.1. La diversité des acteurs intervenant en matière de sécurité

2.1.1. Les acteurs directs

Les acteurs directs sont ceux qui jouent un rôle régalien de sécurisation des personnes et des biens, de défense de l'intégrité territoriale et de répression des actes de banditisme et d'insécurité ; mais également ceux qui, pour diverses raisons, se sont investis dans la sécurisation. Ils sont subdivisés en deux catégories : les acteurs étatiques et ceux dits non étatiques.

Les acteurs étatiques sont constitués des forces militaires et paramilitaires. Les premières sont composées de l'armée nationale, dont la mission régaliennne est de défendre l'intégrité territoriale de la nation, et de la gendarmerie nationale, qui est une force militaire dotée de compétences de police. La gendarmerie nationale est partie intégrante des forces armées nationales¹². Elle relève du ministre chargé de la Défense et est placée pour emploi en matière de

sécurité auprès du ministre en charge de la Sécurité. Toutefois, en cas d'état de siège ou de guerre, elle assure la défense opérationnelle du territoire sous l'autorité directe du chef d'état-major général des armées¹³. Sa mission est d'assurer la sécurité des personnes, des biens et des institutions, la sécurité publique, le maintien de l'ordre et l'exécution des lois et des règlements.

Les forces paramilitaires comprennent :

- la brigade nationale des sapeurs-pompiers,
- la police nationale,
- la police municipale,
- la garde de sécurité pénitentiaire,
- les gardes des eaux et forêts,
- les douanes.

¹² Article 1 Décret no 95-102/PRES/DEF du 07 mars 1995 portant Organisation générale de la Gendarmerie Nationale.

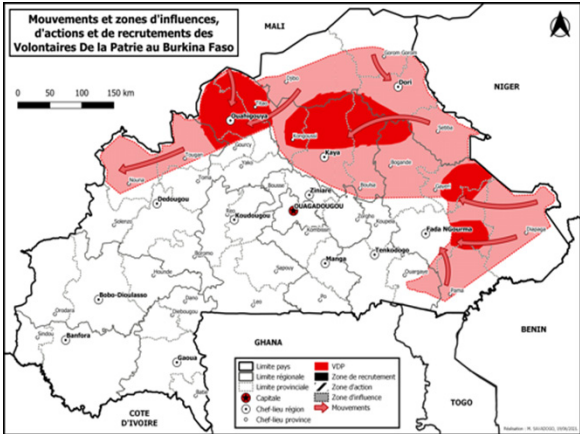
¹³ Article 9 Décret no 95-102/PRES/DEF portant Organisation de la Gendarmerie Nationale.

Elles sont d'abord chargées de la mise en œuvre des politiques nationales dévolues à leurs ministères de tutelle et ont ainsi une mission de police administrative et/ou de police judiciaire qui se rapporte à la répression des infractions. Toutefois, elles sont aussi impliquées dans la sécurisation des personnes et des biens. Elles interviennent dans la lutte contre le terrorisme au regard du nouveau contexte sécuritaire du Burkina Faso. Une évolution sémantique, due à une tentative de créer un rapprochement entre les militaires et les paramilitaires, a été constatée dans l'appellation. Désormais, l'ensemble des forces militaires et paramilitaires est désigné sous le vocable de forces de défense et de sécurité (FDS). Cependant, il convient de préciser qu'il s'agit d'un vocable informel car aucun instrument juridique ne constate cette appellation.

La politique nationale en matière de gouvernance sécuritaire est sous la coordination de la Primate. En effet, le Premier ministre, qui est le chef du gouvernement, est aux termes de l'article 63 de la Constitution « responsable de l'exécution de la politique de défense nationale définie par le président du Faso ». Il a également la prérogative de nommer « aux emplois militaires autres que ceux relevant

de la compétence du président du Faso ». Au titre de l'article 24 du décret 2005-05/PRES/PM/SECU/MATD/DEF/MJ du 31 janvier 2005 portant organisation du maintien de l'ordre au Burkina Faso, le Premier ministre fait partie des autorités habilitées à demander, à travers une réquisition adressée à l'état-major des forces armées, l'intervention des forces de la troisième catégorie dans le maintien de l'ordre public. Il est créé auprès du premier ministre un Mécanisme National d'Alerte Précoce et de Réponse aux Risques Sécuritaires¹⁴(MNAPRRS). Il s'agit d'une initiative de la CEDEAO visant à inciter les États membres à disposer d'un outil d'aide à la décision, notamment en lien avec la gouvernance sécuritaire. À cet effet, le MNAPRRS soutient le gouvernement et par ricochet la CEDEAO dans la lutte contre les trafics de drogues, d'armes et de munitions ; la traite d'êtres humains ; la criminalité organisée transfrontalière ; le terrorisme ; la protection des biens culturels et culturels ; les menaces liées à l'organisation d'élections et la gestion des crises préélectorales et postélectorales. Il produit au profit de l'État et de la CEDEAO des rapports sur les menaces et risques d'atteinte à l'intégrité territoriale et à la sécurité humaine.

Figure 5 : Mouvements et zones d'influences d'actions et de recrutements des VDP



Outre ces acteurs directs relevant de l'administration d'État, les récentes évolutions du contexte sécuritaire ont suggéré l'adoption de nouvelles politiques et stratégies. Ainsi, depuis 2018, le Burkina

Faso dispose d'une loi de programmation militaire¹⁵ qui permet d'allouer des ressources conséquentes à l'armée en vue de faciliter sa mission. Au niveau de la sécurité intérieure, une réflexion est en cours en

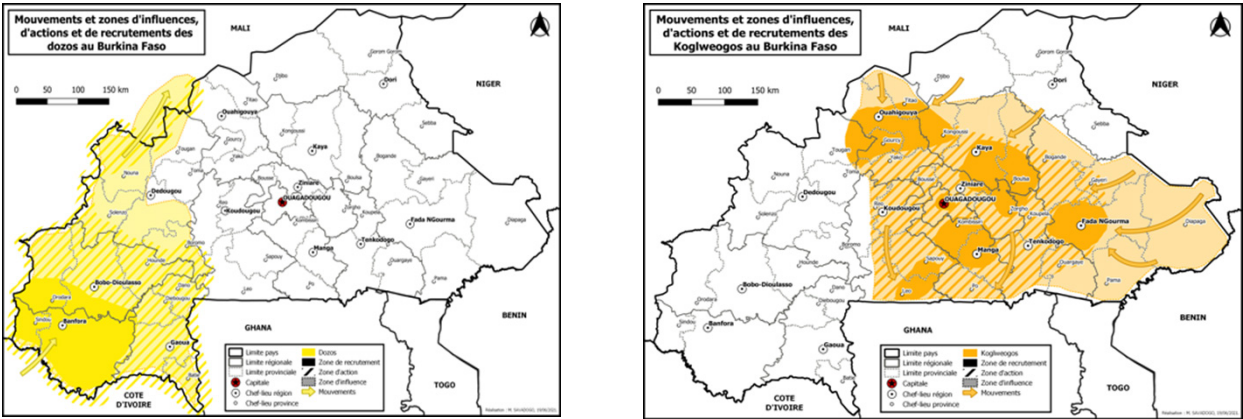
14 Décret no 2016586/PRES/PM/MDNAC/ MATDSI/MAECBE/MINEFID portant création, organisation et fonctionnement du mécanisme national d'alerte précoce et de réponse aux risques sécuritaires.
15 Loi no 055-2017/AN portant loi de programmation militaire quinquennale 2018-2022.

vue de l'organisation des actions des forces de sécurité intérieure autour d'une loi de programmation à l'instar de celle militaire. En outre, la loi n° 002-2020/AN portant institution des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP)¹⁶ a permis de recruter dans certaines zones en proie aux attaques terroristes du personnel civil d'appui aux forces de défense et de sécurité. Ces VDP ont ainsi pour mission d'apporter leur soutien aux FDS dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Parmi les acteurs directs, nous avons également les

sociétés privées de sécurité qui, aux termes de l'article 5 de la loi 032-2003/AN relative à la sécurité intérieure, sont mentionnées comme faisant partie des forces de sécurité intérieure¹⁷. Certaines sociétés privées rencontrées pendant la cartographie des acteurs intervenant dans la gouvernance sécuritaire et d'autres invitées aux espaces de dialogue affirment que ces sociétés sont un soutien en termes de renseignements pour les FDS dans certaines localités, en plus de leur contribution directe à la lutte contre les actes d'insécurité.

Figure 6 et 7 : Mouvements et zones d'influences d'actions et de recrutements des VDP



Enfin, si la gestion de l'insécurité (grand banditisme, terrorisme) était traditionnellement l'apanage des FDS, le constat aujourd'hui est que de « nouveaux acteurs » non étatiques s'investissent de plus en plus, d'une manière ou d'une autre, dans le dispositif sécuritaire. Cette recomposition du champ d'action de la lutte contre l'insécurité traduit aussi différentes approches de lutte développées par les divers acteurs, parfois à des échelons territoriaux également

différents. Au nombre des acteurs non étatiques activement engagés, il convient de citer les initiatives locales de sécurité (ILS) telles que les groupes d'autodéfense que sont la confrérie dozo¹⁸ et les Koglweogo. Parmi les ILS identifiées, la grande majorité appartient au groupe koglweogo (93,2 %) qui est exclusivement présent dans les régions de l'Est et du Centre-Nord. Dans la Boucle du Mouhoun, les autres ILS identifiées appartiennent au groupe dozo. Il faut

16 *Volontaires pour La Défense de la Patrie : Les parlementaires disent « oui » au ministre de la Défense*, Le Faso, 21 janvier 2020, <https://lefaso.net/spip.php?article94464>.

17 Les agents des collectivités territoriales et des sociétés privées qui interviennent dans le domaine de la sécurité sont régis par les présentes dispositions.

18 « Les Dozo, membres de la confrérie de chasseurs traditionnels rattachés à la chefferie traditionnelle, sont une structure africaine ancienne antérieure à l'émergence du terrorisme au Burkina Faso. Ce sont des groupes organisés de chasseurs traditionnels, créés initialement pour protéger les populations locales et leurs biens et pour lutter contre le braconnage et l'exploitation anarchique des richesses végétales. Ils se donnent pour mission de protéger l'environnement en luttant contre la coupe abusive du bois, les feux de brousse et la divagation des animaux ». Jean-Pierre Boussim, « La part des "Dozo" dans la lutte contre l'insécurité », 24 mai 2017, in <http://www.rfi.fr/medias-partenaires/20170313-burkina-faso-part-doze-luttecontre-insécurité> (consulté le 28/03/18).

noter qu'à l'inverse des deux premières régions citées où les Koglweogos sont le seul type d'ILS identifiées, dans la Boucle du Mouhoun, Dozos et Koglweogos se « partagent » le territoire puisque 90 % des répondants rapportent la présence de Dozos et

les 10 % restants indiquent la présence de Koglweogos. Le développement des Koglweogos s'inscrit dans une logique de protection de la communauté en réponse à un engagement de l'État jugé défaillant.

2.1.2. Les acteurs indirects

Les acteurs indirects sont ceux qui interviennent dans le secteur de la sécurité sans être principalement investis d'une telle mission. Il y a d'abord les acteurs étatiques composés des acteurs de la justice et des autorités déconcentrées et décentralisées. Comme le prévoient les politiques de sécurité définies par les autorités politiques nationales, les organes déconcentrés de l'État central comme le gouvernorat à l'échelle de la région, le haut-commissariat à l'échelle de la province ainsi que la préfecture à l'échelle du département se font les relais de l'action étatique en matière de sécurité dans leurs ressorts territoriaux. Ils sont chargés de coordonner l'action des FDS dans leur zone de compétence et de rendre compte à l'autorité centrale des questions sécuritaires, entre autres. Les conseils régionaux et municipaux prévoient, dans leurs plans de développement, des appuis multiformes¹⁹ aux FDS. Leur rôle relativement passif (renseignement) sert de rampe à la mise en œuvre efficace d'actions plus vigoureuses de la part des autorités nationales.

Dans le cadre de sa coopération bilatérale, le Burkina Faso bénéficie de l'appui de plusieurs pays. Ces appuis vont des dotations en équipements militaires à des programmes de formation en passant par les conseils et les financements. Cela fait de ses partenaires des acteurs indirects du secteur de la sécurité. Ensuite, les institutions internationales forment aussi une catégorie d'acteurs indirects. Nombreuses sont celles d'entre elles qui interviennent de façon indirecte dans la gouvernance du secteur de la sécurité, à l'image des agences des Nations Unies. À titre d'exemples, on note le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Organisa-

tion Internationale pour les Migrations (OIM), qui s'investissent dans la gouvernance sécuritaire, notamment dans les quatre régions. Des agences spécialisées comme UNMAS et UNHAS jouent un rôle aux côtés de l'État burkinabè. À cela s'ajoutent les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile, les organisations de jeunes et de femmes et les organisations de développement à l'œuvre dans les quatre régions. Les autorités coutumières et religieuses, les rugga²⁰ ainsi que des entreprises privées, parfois investies dans la sécurité, peuvent également être citées au nombre des acteurs indirects. Enfin, il existe une catégorie d'acteurs non formels : les lanceurs d'alertes, dont les actions contribuent à la gouvernance du secteur de la sécurité à travers l'alerte précoce, le signalement des potentiels dangers, l'information des populations, etc.

En menant des actions de participation citoyenne, les populations jouent un rôle important dans la gouvernance sécuritaire. Cette participation prend la forme d'actions individuelles ou collectives. Individuellement, elles se traduisent par le signalement des comportements ou mouvement suspects, l'engagement dans les ILS, l'animation de conférences publiques ou d'émissions radio ou télévisuelles en vue de sensibiliser, alerter ou interpeller qui de droit dans la prise de mesures idoines, etc. Collectivement, c'est à travers des activités civilo-militaires, la création ou la dynamisation de mécanismes de prévention et de gestion des conflits, etc. que les populations apportent leur contribution à la gouvernance du secteur de la sécurité.

19 Il en est ainsi dans la région de la Boucle du Mouhoun, où le Conseil régional est intervenu pour la réalisation de clôtures de brigades, de forages, de sources d'éclairage ainsi que pour l'acquisition de motos au profit des FDS.

20 <https://www.bing.com/search?q=http%3A%2F%2Fwww.hubrural.org+-union+nationale+de+rugga+du+burkina>

2.2. Des relations fortement parasitées

2.2.1. La rivalité au cœur de la relation entre acteurs sécuritaires

La rivalité renvoie à un esprit de concurrence ou de compétition de personnes ou de groupes qui prétendent à la même chose, rendant ainsi difficile la synergie d'action. Au lieu de travailler de concert pour l'atteinte du résultat souhaité, les acteurs eux-mêmes se combattent. C'est le constat fait au niveau des acteurs impliqués pour la sécurité.

Il y a d'abord une rivalité entre les groupes d'autodéfense (notamment les Koglweegos) et l'État. La légitimité des Koglweegos émane à l'origine, de la conviction que les populations constituent elles-mêmes une force de veille importante contre l'insécurité²¹. Constitués à l'origine pour protéger les ressources naturelles de la prédation, les Koglweegos s'inscrivent aujourd'hui dans une logique de protection de la communauté en réponse à un engagement de l'État jugé défaillant. Leur émergence rapide dans les années 2000 se fait dans le sillage d'une croissance exponentielle de l'insécurité sur l'ensemble du territoire du Burkina Faso, principalement dans les régions du Nord, de l'Est et du Sahel, où les actes de délinquance sont banalisés et le banditisme endémique.

Ce groupe d'autodéfense justifie son immixtion dans la sécurité par l'absence de l'État et de ses services publics, ou son inefficacité face à l'ampleur de la menace. Les Koglweegos se présentent comme une réponse à la colère de la population provoquée par l'absence de poursuites judiciaires dans de nombreuses affaires de vols ou de braquages. Les populations ont le sentiment que l'État n'arrive ni à prévenir ni à endiguer le phénomène, mais surtout

qu'il n'apporte pas la justice et la réparation attendues lorsque les coupables sont appréhendés. Les Koglweegos se sont constitués de manière relativement indépendante vis-à-vis de l'État, adoptant un discours critique à son encontre et dénonçant son inaction. Ils s'illustrent surtout par leur appropriation de la chaîne pénale, généralement de manière expéditive et parfois très violente²². Avec d'autres groupes d'autodéfense, ils remplacent progressivement l'État dans sa mission de maintien de l'ordre en zone rurale, ce qui perturbe les équilibres locaux et génère de nouvelles tensions. Avec des pratiques peu orthodoxes, ils se sont imposés dans certaines localités et s'arrogent certains droits qui mettent à mal notamment la gestion des collectivités locales.

« J'ai toujours été contre les Koglweegos. Dans ma commune, moi je les ai même écarté. Ils prennent des taxes sur les têtes de bétail au marché, alors qu'on a des agents de recouvrement... les recettes municipales ont baissé. »²³

Il y a ensuite une rivalité entre les groupes d'autodéfense eux-mêmes. C'est le cas entre Dozos et Koglweegos, qui sont tous des pourvoyeurs de sécurité pour les populations locales et sont souvent impliqués dans les efforts de lutte contre le terrorisme²⁴. Les Dozos, plutôt présents dans la partie ouest du pays (y compris la Boucle du Mouhoun), avec une méthode d'intervention autre que celle des Koglweegos, ne sont pas favorables aux pratiques peu orthodoxes et modes de travail de ces derniers, ce qui rend leurs relations très tendues et alimente parfois des conflits locaux et politiques²⁵. Dans certains

21 *Les groupes d'autodéfense Koglweegos au Burkina Faso* (2016), Analyse sociétale africaine/African societal Analysis (ASA).

22 *Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso. Diffusion et structuration des groupes Koglweego* par Romane Da Cunha Dupuy et Tanguy Quidelleur, 15 novembre 2018. <https://www.noria-research.com/fr/mouvement-dautodefense-au-burkina-faso-diffusion-et-structuration-des-groupes-koglweego/>

23 Entretien individuel avec un maire d'une des communes des quatre régions, août 2021.

24 S. Karambiri, chef des Dozos de la kossi : « Nous sommes prêts à épauler les forces régulières dans la lutte contre le terrorisme », *Netafrique*, décembre 2016, <https://netafrique.net/siaka-karambiri-chef-des-dozos-de-la-kossi-nous-sommes-prets-a-epauler-les-forces-regulieres-dans-la-lutte-contre-le-terrorisme/>

25 S. Hagberg, *Performing Tradition while Doing Politics: A comparative study of the dozos and koglweegos self-defense movements in Burkina Faso*, *African Studies Review*, Volume 62, Issue 1, Cambridge University, mars 2019, pp. 173-193, *Performing Tradition while Doing Politics: A comparative study of the dozos and koglweegos self-defense movements in Burkina Faso*, *African Studies Review*, Cambridge Core ; Lefaso.net, *Crise Dozo/Koglweogo : La résultante d'une*

cas, ils se sont violemment affrontés, occasionnant de nombreux blessés.

De plus, certains groupes d'autodéfense font face à des problèmes de légitimité. Dans la région du Sahel, par exemple, les Koglweogos n'ont pas véritablement reçu l'adhésion des populations. Ils sont considérés comme des acteurs de violence et ils n'ont pas pu s'implanter dans la localité. En revanche, ils bénéficient d'un réel soutien populaire dans les régions de l'Est et du Centre-Nord.

À ces rivalités entre groupes d'autodéfense s'ajoutent souvent de vives tensions internes. Dans la région de l'Est notamment, il y a une rivalité entre deux groupes qui se revendiquent Koglweogos et sont en compétition pour la légitimité de leurs groupes. Cela peut avoir affecté la perception que les populations ont d'eux.

Les VDP, censés être des supplétifs civils des FDS et devant agir dans la même dynamique dans la lutte contre l'insécurité, se retrouvent dans certains cas en rivalité avec ces derniers. Les propos d'un participant lors d'un focus group à Kaya démontrent une certaine rivalité entre les entités. Pour lui, les FDS et les VDP doivent connaître leur mission. « Certes les VDP ont une meilleure connaissance du terrain, du théâtre des opérations (les pistes et la forêt...), mais ne doivent pas se prendre comme des experts de la connaissance de la forêt mais accompagner les FDS. Aussi, les FDS ne doivent pas refuser d'explorer la brousse au motif qu'ils ne sont pas accompagnés par les VDP ».

Au-delà des rivalités qui existent entre les ILS, la même attitude est constatée au sein des FDS. En effet, il y a de fortes rivalités entre les différents constituants des FDS qui compromettent leur efficacité sur le terrain. Plusieurs sources ont une perception de ces rivalités sans en connaître toutes les subtilités.

Pour ces sources, ces rivalités sont antérieures à l'ère des GOA et cela perdure depuis des décennies, depuis même la création de certains de ces corps,

parce que la stratégie et la doctrine n'ont pas été clairement définies, communiquées et appliquées. Cela entraîne de véritables difficultés en termes de collaboration et de coordination. En effet, les deux corps que sont la gendarmerie et la police nationale rencontrent des problèmes d'interactions et de synergie qui perdurent. Le mauvais maillage sécuritaire du territoire est à la fois l'une des résultantes de ces tensions et tâtonnements stratégiques, mais aussi un facteur aggravant de l'insécurité vécue dans le pays. Ces rivalités peuvent être analysées sous plusieurs angles.

Sur le plan de la formation, les éléments de la gendarmerie suivent une formation dont la première partie est entièrement militaire à Bobo-Dioulasso avec des méthodes différentes et une certaine rigueur. La police, quant à elle, est formée à Ouagadougou avec moins de mouvement et d'expérience de terrain. Elle²⁶ est formée pour intervenir dans les provinces et les régions (plutôt en espace urbain) contrairement à la gendarmerie²⁷ qui, elle, est une force armée ayant le double rôle, d'une part, de veiller à l'exécution des lois et d'autre part, d'assurer la sécurité publique et le maintien de l'ordre public aux côtés des populations rurales et sur les voies de communication (dans les départements et communes rurales). La police judiciaire est aussi l'une de ses missions essentielles. Quant aux militaires, ils sont formés pour faire face aux attaques extérieures, particulièrement au niveau des frontières, et leurs équipements sont fonction de l'ampleur de la menace car il s'agit d'équipements de guerre. Aujourd'hui, nous assistons à un bouleversement de l'ordre et des zones d'intervention avec ces trois corps tous complémentaires, mais avec un déséquilibre d'équipement, qui se retrouvent à intervenir sur le même terrain. Cette situation empiète sur l'efficacité de leurs interventions et constitue la principale raison des rivalités et du manque de synergie observés sur le terrain. Selon une source, il est impératif, pour l'heure, de mettre en place une stratégie dans les provinces qui ne sont pas encore touchées, avec la gendarmerie au niveau rural et la police nationale en appui, et la police municipale au niveau province, afin d'avoir plus d'impact et surtout de les préparer à travailler

hypocrisie collective I, janvier 2017, <https://lefaso.net/spip.php?article75128>

26 Loi no 027-2018/AN portant statut du cadre de la police nationale, disponible sur https://lavoixdujuriste.bf.files.wordpress.com/2019/05/loi_027_portant_statut_du_cadre_de_la_police.pdf, consultée le 26/04/2022 à 15 h 30.

27 Gendarmerie nationale du Burkina Faso, disponible sur <https://gendarmerienationale.bf/missions/>, consulté le 26/04/2022 à 15 h 20.

en synergie, à fédérer leurs actions. Le temps pris pour régler les petites querelles entre corps permet aux GOA de gagner du terrain.

Les acteurs rencontrés sur le terrain n'exposent pas non plus ces rivalités mais de sources concordantes²⁸, des querelles internes au sein des FDS limitent par exemple la coordination des opérations. Le témoignage d'un responsable de la police dans l'une des régions ciblées lors des consultations apporte quelques précisions sur cette situation. Il s'agit de son expérience réussie d'organiser une troupe composée de gendarmes et de policiers pour une intervention dans une commune de la province qui était attaquée. Les résultats ont été satisfaisants car les soldats avaient pu efficacement repousser les GOA. Il a néanmoins déploré le manque de collaboration entre les différentes forces armées dans le cadre de leurs interventions sur le terrain.

De sources concordantes, les FDS envoyées sur le terrain collaborent véritablement lorsque des missions conjointes sont organisées. Il y a une réelle synergie pour l'exécution de la mission dans ces cas. En témoigne cet exemple d'une bonne collaboration entre les différents corps lors de l'attaque de l'état-major général des armées à Ouagadougou :

« Tous les corps étaient présents ; la police était chargée de faire barrière entre la population et la zone en danger ; la gendarmerie et l'armée intervenaient pour la libération des otages et pour interpellier et neutraliser les assaillants. »

En dehors des missions conjointes, les rivalités sont présentes et constituent réellement une limite à la bonne marche de la gouvernance sécuritaire au Burkina Faso.

2.2.2. La méfiance réciproque, nœud d'agui des relations entre acteurs sécuritaires

La confiance entre les acteurs qui interviennent dans le secteur de la sécurité est cruciale pour une synergie et une efficacité de l'action. Les consultations menées dans les quatre régions ont plutôt révélé que le niveau de confiance entre les différents acteurs n'est pas élevé, et cela concerne aussi bien les acteurs directs qu'indirects.

Dans un premier temps, on note une méfiance des VDP vis-à-vis de l'État. Le décret n° 2020-0115/PRE-

SIPMIMDNACI MATDCIMSECU/MINEFID du 24 février 2020 portant statut du volontaire pour la défense de la patrie prévoit en son article 5 que les volontaires d'un même village ou d'un même secteur sont organisés par groupes de quelques personnes, lesquels bénéficient d'un appui financier pour leur fonctionnement²⁹. Conformément au décret, la prise en charge se fait à travers le versement d'une somme de 200 000 F/mois par groupe de 10 VDP³⁰. De l'avis des VDP rencontrés sur le terrain, la gestion de leur

28 Kinda, Armand, *Altercation entre gendarmes et policiers : L'UNAPOL « ne tolérera pas cette fois-ci »*, Minute, 1/04/2021, <https://minute.bf/altercation-entre-gendarmes-et-policiers-lunapol-ne-tolerera-pas-cette-fois-ci/> ; Bagayoko, et al. *Towards Reforming the Burkinabe Security System ?*: Foundation for Strategic Research, Fondation pour la recherche stratégique, 26/09/2017, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/towards-reforming-burkinabe-security-system-2017> ; *Burkina Faso : sortir de la spirale des violences*, Crisis Group, 28/09/2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences> ; Colette, Tinga. *Burkina : Des bisbilles entre policiers et gendarmes*, Tinganews, 15/04/2018, <https://tinganews.com/burkina-des-bisbilles-entre-policiers-et-gendarmes/> ; International Security Sector Advisory Team (ISSAT), *Burkina Faso Note d'information réforme du secteur de la sécurité*, International Security Sector Advisory Team (ISSAT), 21/12/2021, <https://issat.dcaf.ch/fre/Apprendre/La-bibliotheque-des-ressources/Fiche-des-profils-des-pays/Burkina-Faso-Note-d-information-RSS> ; Leclercq, Sidney, et Geoffroy Matagne. *'With or Without You': The Governance of (Local) Security and the Koglweogo Movement in Burkina Faso*, Stability, Department of Peace Studies and International Development, University of Bradford, 26/03/2020, <https://www.stabilityjournal.org/article/10.5334/sta.716/> ; *Sécurisation des hautes personnalités au Burkina : vers la fin des rivalités entre gendarmes-militaires-policiers ?*, Lefaso.net, 16/02/2022, <https://lefaso.net/spip.php?article111262>

29 Article 17 du décret no 2020-0115/PRESIPMIMDNACI MATDCIMSECU/MINEFID du 24 février 2020 portant statut du volontaire pour la défense de la patrie.

30 Déclaration du ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants à l'Assemblée nationale, 26/11/2021). Voir aussi Arrêté conjoint no 2020-081 MDNAC/MINEFID portant fixation des avantages financiers et en nature accordés aux Volontaires pour la défense de la patrie.

prise en charge et leur utilisation sur le terrain ne sont pas toujours conformes à la loi et au décret qui les régissent. Ils affirment ne pas recevoir très souvent les appuis financiers prévus, ce qui les rend, leurs familles et eux-mêmes vulnérables, dans une certaine disette, les obligeant à s'endetter aussi bien pour survivre que conduire leurs actions d'appui à la sécurisation. Cette situation conduit à un manque de ressources nécessaire pour les opérations sur le terrain, comme le carburant et certains équipements de base. Ils affirment devoir très souvent réclamer leurs financements, qui devraient pourtant être systématiques à la fin de chaque mois. Cette situation crée énormément des frustrations et même des suspicions.

« Nous ne comprenons pas pourquoi on met du temps à nous verser notre argent. On ne sait pas si ce sont les procédures ou si ce sont des personnes mal intentionnées qui bloquent notre argent. Nous avons laissé nos activités pour nous engager dans la lutte. L'autorité devrait donc comprendre que nous n'avons pas d'autres sources de revenus. »³¹

L'utilisation des VDP sur le terrain est, elle aussi, source de méfiance. Selon des VDP rencontrés dans les régions, leur corps est comme trahi sur le terrain compte tenu du déphasage constaté entre ce que dit la loi et leur engagement réel auprès des FDS. En effet, la loi créant le corps des VDP les qualifie de supplétifs des FDS, leur action devant se limiter aux opérations d'appui. Mais ils estiment combattre de plus en plus en première ligne lorsqu'ils sont engagés dans des opérations auprès des FDS. N'ayant pas reçu les mêmes formations³² que ces dernières, ils se sentent plus exposés et enregistrent des pertes énormes dans leurs rangs.

« Au début, on nous a dit que nous allions appuyer les militaires pour combattre les groupes armés terroristes. Une fois sur le terrain, les

militaires nous mettent devant et eux-mêmes restent en arrière. »³³

Ce traitement crée de la méfiance, une insatisfaction et un découragement chez les VDP. Cela pourrait impacter négativement, à long terme, leur engagement dans la lutte contre l'insécurité.

« On ne nous traite pas bien. Si ça continue ainsi, on ne verra plus quelqu'un s'engager comme volontaire. »³⁴

Dans un second temps, on note, à l'instar des VDP, une méfiance des groupes d'autodéfense vis-à-vis de l'État. Certes, la création de ces groupes, notamment les Koglweogos, est apparue comme une réponse à la défaillance de l'État, également source de leur rivalité. Toutefois, dans la mesure où les attaques terroristes déstabilisent les communautés, ils se sont repositionnés pour appuyer l'État, notamment les FDS dans la réponse militaire. En termes d'interactions, ils disent collaborer avec elles, menant aussi souvent que possible des opérations conjointes. Leur contribution est diversement appréciée. Ainsi, s'ils parviennent à lutter efficacement contre les bandits, ils sont impuissants face aux GOA plus équipés, plus nombreux et mieux organisés.

« Nous avons combattu ici les bandits. Aujourd'hui, dans toute la région de l'Est, tu peux laisser ton engin dehors et dormir sans risque d'être volé. Avant, il fallait avoir deux domiciles : un qui est votre maison et l'autre dans un arbre où vous pouvez passer la nuit avec votre argent afin de ne pas être cambriolé la nuit. Mais les terroristes, c'est autre chose. »

Ils imputent cette impuissance à l'État qui, selon eux, ne les accompagne pas en termes d'équipements, de formations et de ressources financières. Leur engagement est donc limité, au minimum acceptable. Ils estiment que l'État n'a pas suffisam-

31 Propos de VDP lors du focus group hétérogène du 27 juillet 2021 à Fada N'Gourma.

32 Article 5 du décret no 2020-0115/PRESIPMIMDNACI MATDCIMSECU/MINEFID du 24 février 2020 portant statut du volontaire pour la défense de la patrie. La formation des VDP est de type initial d'une durée de 14 jours, leur recrutement étant aussi basé sur le volontariat sans autre forme de contrôle approfondi sur leurs aptitudes réelles. D'autre part, les VDP ne reçoivent pas les mêmes formations que les militaires aussi bien d'un point de vue tactique que d'un point de vue de la connaissance du droit humanitaire, ce qui explique les abus et exactions dont ils sont parfois accusés.

33 Propos de Koglweogos lors du focus group hétérogènes du 27 juillet 2021 tenu à Fada N'Gourma

34 Focus group hétérogène des VDP. Kaya, Centre-Nord. 1-8 août 2021

ment confiance en eux pour les équiper et ne les reconnaît même pas. Eux non plus n'ont pas confiance au point de se sacrifier.

« Vu que nous ne sommes même pas reconnus par l'État, nous n'allons pas nous faire tuer inutilement alors que ces groupes armés terroristes ne s'attaquent pas à nous, mais aux FDS. »³⁵

Le manque d'accompagnement de l'État, caractérisé par le non-respect des engagements financiers³⁶, fait que certains membres des groupes d'autodéfense ont dû rejoindre les VDP à l'appel de l'ancien chef de l'État, à travers la loi de 2020 qui crée le corps des VDP. En dépit de leur contribution à la lutte contre l'insécurité, ils restent en marge du système de sécurité mis en œuvre par l'État et ses démembrements, alors même qu'ils apportent leur appui aux FDS soit en collaborant avec elles pour des opérations ponctuelles de sécurisation et de défense, soit à travers leurs anciens membres ayant rejoint le groupe des VDP³⁷.

« Nous appuyons souvent nos anciens membres devenus VDP. Il y a un lien fort entre tous les Koglweogos et, quel que soit l'endroit où l'un d'entre nous se retrouve, nous avons le devoir de l'aider si besoin est. Ceux qui ont alors rejoint l'armée comme VDP restent nos frères d'armes et quand ils le demandent, nous parons les appuyer en interceptant les terroristes qu'ils pourchassent souvent... »³⁸

En troisième lieu, on note une méfiance de certains acteurs indirects, notamment des OSC et des groupes ethniques et religieux vis-à-vis des FDS, et vice versa. Les renseignements que ceux-ci fournissent en raison de leurs activités et de leur proxi-

mité avec le terrain sont de nature à favoriser l'efficacité de la lutte contre les GOA. Toutefois, il s'installe progressivement un climat de méfiance qui ne garantit pas une franche collaboration. Ainsi, certains groupes religieux rencontrés dans les régions se disent gagnés par le découragement compte tenu des confusions faites entre eux et les GOA. Il en est ainsi des musulmans qui préfèrent rester en marge des initiatives locales de lutte contre l'insécurité parce qu'on les assimile aux terroristes.

« Il faut que les gens comprennent que ceux qui nous attaquent n'ont rien à voir avec les musulmans même s'ils se réclament des défenseurs de la religion musulmane à travers le prétendu djihad qu'ils mènent. Même nous, les musulmans, sommes victimes de leurs agissements. Comme les gens nous identifient à eux, nous préférons rester à l'écart pour éviter toute confusion. »³⁹

Il en est de même pour certains groupes ethniques qui estiment être stigmatisés, montrés en cela comme des soutiens aux GOA quand ils ne sont pas eux-mêmes désignés comme des terroristes. La communauté peulh fait ainsi face à des amalgames d'une certaine opinion qui l'assimile aux GOA. Il convient, selon les personnes consultées, de ne pas faire d'amalgame compte tenu des affres terroristes que cette communauté subit au même titre que toutes les communautés du Burkina Faso. La stigmatisation des groupes religieux et ethniques contribue à les décourager et à disloquer les groupes sociaux qui devraient de façon synergique lutter contre l'insécurité.

« On ne devrait pas faire d'amalgame. Ce n'est pas parce que les groupes armés terroristes passent généralement par la région du Sahel

35 Propos d'un membre du groupe d'autodéfense koglweogo lors du focus group hétérogène tenu à Fada N'Gourma le 27 juillet 2021

36 Il faut noter que les ressources financières des associations proviennent de la contribution de leurs membres. « Benkadi allowed two complementary ways of joining the association: initiation through sacrifices, and membership by the payment of yearly contributions. » (Hagberg 1998, 2004a). « Any man may pay 1,000 FCFA to become a member, but it is the initiation—materialised through sacrifices of 12 cola-nuts and two chickens—that really counts. » V. Hagberg, S. (2019). *Performing Tradition while Doing Politics: A comparative study of the dozogs and koglweogos self-defense movements in Burkina Faso*, *African Studies Review*, 62(1), 173-193. doi:10.1017/asr.2018.52, p. 178)

37 Samboé, Edouard. *Volontaires pour la défense de la patrie : les parlementaires disent « Oui » au ministre de la Défense*, LeFaso.net, 21/01/2020, <https://lefaso.net/spip.php?article94464>

38 Propos de Koglweogos rencontrés à Kaya le 31 juillet 2021.

39 Propos de l'imam de Kaya lors d'un entretien individuel tenu à Kaya le 10 mars 2021.

pour aller commettre leurs forfaits qu'il faut confondre les populations locales avec ceux-ci. Je suis sûr que s'ils étaient passés par une autre région, on aurait vu des terroristes issus du ou des groupes ethniques de cette région. »⁴⁰

Les OSC rencontrées dans les quatre régions estiment nécessaire de s'organiser pour signaler toute présence suspecte dans leurs localités aux FDS. Ceci est cependant une entreprise risquée dans la mesure où les personnes qui dénoncent subissent parfois des représailles de la part des personnes dénoncées. Ce sentiment est du reste partagé par une partie importante des personnes rencontrées, qui estiment que leur anonymat n'est pas garanti et leur personne peu protégée quand elles dénoncent des personnes suspectes.

« Au niveau du Conseil régional de la jeunesse, nous ne manquons pas de dire à nos membres de signaler toute personne ou tout cas suspect aux autorités. C'est ça aussi notre contribution à la lutte contre l'insécurité en tant que faitière des organisations de jeunes dans la région du Sahel. Mais il faut reconnaître que

les FDS ne nous facilitent pas la tâche. On a souvent peur de collaborer à cause de leur comportement. »⁴¹

Enfin, les acteurs du secteur privé – qui désigne ici l'univers très varié des groupes socioprofessionnels autres que ceux issus du secteur public – estiment être dans des situations délicates par l'exercice de leurs activités. En effet, ils rencontrent, commercent et font diverses transactions avec des personnes connues ou non. Ils contribuent donc de façon involontaire à soutenir des personnes malveillantes. Ils font surtout l'objet de représailles quand ils les dénoncent.

« Je suis un revendeur d'articles divers au marché de Fada N'Gourma. J'ai plusieurs fois signalé à la gendarmerie la présence de personnes suspectes au marché. J'ai à chaque fois malheureusement été agressé ou cambriolé après mes dénonciations, un des cambrioleurs ayant dit une fois à mon employé qu'il m'aurait tué s'il m'avait trouvé sur place. Moi je lie ces agressions et cambriolages aux dénonciations faites. »⁴²

2.2.3. Des relations entre acteurs sécuritaires marquées par de nombreuses accusations



Atelier régional de validation avec les communautés de Dori, région du Sahel, février 2022.

La synergie repose sur la capacité des acteurs à former un dialogue pour définir ensemble les objectifs et la stratégie. Des consultations, il ressort que les différents acteurs sont plutôt dans une logique d'accusations mutuelles. Les accusations émanent de toutes parts. Elles sont le fait de l'État à l'endroit des autres acteurs. Elles sont à l'inverse le fait desdits acteurs à l'endroit de l'État.

Les acteurs directs non étatiques reprochent à l'État le manque de soutien, insistant sur le déséquilibre qu'il y a en termes d'équipements, de financements entre eux et les FDS ou les VDP alors qu'ils sont tous impliqués directement dans les combats. Un membre de la confrérie des Dozos de la région de la Boucle du Mouhoun exprimait ce sentiment dans ces termes :

40 Propos du président du Conseil régional du Sahel lors de l'entretien individuel tenu à Dori le 19 mars 2022.

41 Propos d'une participante au focus group du 31 juillet 2021 à Dori, région du Sahel.

42 Propos d'un commerçant du marché de Fada N'Gourma lors du focus group hétérogène tenu le 28 juillet 2021 à Fada N'Gourma.

« Nous avons perdu tellement de matériel indispensable dans cette lutte, mais le gouvernement ne nous vient pas en aide malgré nos bonnes initiatives. »⁴³

Ce sentiment est aussi partagé dans le groupe des Koglweegos. Un Koglweego rencontré dans la région du Centre-Nord affirmait :

« Il y a un grand déséquilibre entre les moyens des groupes armés et les nôtres. Nous demandons au gouvernement de nous doter de vélos, de motos afin que nous puissions continuer d'apporter notre appui. »⁴⁴

Le découragement résultant de cette situation et le sentiment du traitement différencié ont conduit certains membres des groupes d'autodéfense à se faire recruter comme VDP.

« Beaucoup de Koglweegos qui étaient avec nous sont devenus aujourd'hui des VDP. »⁴⁵

Les VDP, qui sont d'un appui considérable pour les FDS, accusent également l'État de ne pas leur accorder les moyens nécessaires à la mise en œuvre de leurs actions. Ils accusent les FDS de se servir d'eux comme boucliers humains en les mettant en première ligne lors des combats alors qu'ils n'ont pas les mêmes capacités opérationnelles ni les mêmes missions.

De son côté, l'armée estime qu'elle met à la disposition des VDP le matériel spécifique à leur mission qui est celle de fournir du renseignement et guider les FDS dans leurs opérations. Elle reproche souvent aux VDP d'intervenir au-delà du cadre régle-

mentaire, mettant à mal le gouvernement dans le dispositif d'aide prévu à leur égard. Dans ce sens, l'ancien ministre de la Sécurité, Ousseni Compaoré, notait lors d'une interview le 23 juin 2021 ceci : *« il y a des VDP que nous avons recrutés, et il y a ceux qui se proclament VDP. Nous ne sommes pas contre le principe, dès lors qu'ils défendent leurs villages et leurs communautés. Cependant, s'ils ne sont pas enregistrés dans nos documents comme VDP, comment nous pouvons les assister si nous ne savons pas leur existence ? »⁴⁶*. Du reste, l'armée apprécie l'apport des VDP dans la lutte contre les GOA et se dit être consciente de l'insuffisance des moyens, surtout financiers, qui leur sont alloués.

Enfin, dans les régions consultées, les administrations déconcentrées qui coordonnent l'action des FDS dans leurs ressorts territoriaux accusent les populations de ne pas suffisamment développer de réflexes sécuritaires. Pour elles, l'engagement des FDS est appréciable. Cependant, le manque de réflexes sécuritaires chez les populations locales, qui se traduit par la réserve, l'inaction et le manque de collaboration, est de nature à annihiler les efforts consentis par celles-ci. En effet, quand les populations ne s'organisent pas elles-mêmes pour contrer l'action des bandits et des GOA, elles s'érigent en obstacles aux initiatives et stratégies de défense et de sécurité mises en place.

« Toutes les nations qui ont connu ce genre de conflits ont été libérées grâce en partie à l'action des populations qui se sont organisées. Prenez l'exemple de la France. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ce sont les résistants qui se sont organisés à l'intérieur pour libérer le pays. »⁴⁷

2.2.4. Des relations entre acteurs sécuritaires dominées par la faible coordination

La coordination entre les acteurs intervenant en matière de sécurité est essentielle pour l'efficacité de

la réponse. Le manque de clarté dans la distribution des responsabilités et des rôles liés à l'opérationna-

43 Focus group, Boucle du Mouhoun, 25-31 juillet 2021.

44 Entretien individuel, Centre-Nord, 1-8 août 2021.

45 Focus group, Kaya, Centre-Nord, 1-8 août 2021.

46 Sécurité : « L'hélicoptère ne vole pas à toute heure » le ministre Ousséni Compaoré explique les difficultés face à certaines attaques terroristes - NetAfrique.net

47 Propos du gouverneur de la région de l'Est dans un entretien du 26 juillet 2021 à Fada N'Gourma.

lisation de mesures de sécurité constitue un enjeu majeur pour la stabilité sociopolitique du pays. Or, de l'avis des personnes consultées, il y a une faible coordination à ce niveau entre les différents acteurs. D'abord, au niveau des FDS, chaque corps se voyant attribuer des missions spécifiques, avec une organisation et une hiérarchie propres, il est difficile de créer des synergies. Les rivalités évoquées plus haut compliquent davantage cette collaboration. La difficile collaboration intervient également lorsque les acteurs outrepassent leur mandat. Cela crée de la confusion et des frustrations qui renforcent le repli et le manque d'ouverture aux autres forces.

Au niveau des acteurs indirects, on note également une faible coordination. En particulier, il y a un cloisonnement dans la mise en œuvre des actions chez ces acteurs. Mutualiser les efforts pour atteindre plus de résultats sur le terrain reste un défi à relever. Le Nexus HDP (Humanitaire- Développement-Paix), qui devrait permettre cette mutualisation, n'est pas suffisamment opérationnel. Il est important que ces acteurs puissent s'accorder eux-mêmes sur leurs interventions afin d'être complémentaires, et pour faciliter la lisibilité des actions par les populations pour une meilleure collaboration.

2.2.4. La faible implication des femmes et des jeunes dans la gestion sécuritaire



Membres de l'équipe de recherche avec une femme koglweogo, Ouagadougou, 2021.

L'état des lieux sur l'implication des femmes et des jeunes dans la gestion sécuritaire qui a été réalisé durant les consultations a permis d'observer que de nombreuses femmes et jeunes issus des couches socioprofessionnelles militent au sein d'associations œuvrant dans divers secteurs. La majorité de ces associations travaillent dans des domaines d'activités autres que la sécurité. L'aspect lié à la sécurité a alors été inséré dans leurs activités de manière transversale lors des sensibilisations depuis que leurs différentes régions connaissent la crise sécuritaire.

Par ailleurs, les femmes et les jeunes sont impliqués dans la tenue de certains cadres formels, comme les cadres de concertations régionaux qui réunissent différents acteurs des régions et qui abordent accessoirement l'aspect sécuritaire dans leurs ordres du jour. De l'avis des jeunes et des femmes rencontrés lors des focus groups essentiellement, leurs opinions sont prises en compte dans ces cadres. Cependant, lesdits cadres étant des espaces qui réunissent une multitude d'acteurs (FDS, agents de l'administration publique, OSC, leaders coutumiers et religieux, etc.), ils ne leur permettent pas d'y avoir une grande représentativité.

« Pour la tenue d'un cadre de concertation régional, il n'y aura qu'au maximum deux femmes et deux jeunes qui vont représenter toutes les associations féminines ou de jeunesse de la région alors qu'il y a beaucoup d'associations dans notre région avec des domaines, avis et besoins différents. »⁴⁸

Il est également ressorti de l'avis des femmes et des jeunes, lors des consultations, que le manque de cadres entièrement dédiés à la sécurité à leur profit constitue le principal frein à leur pleine implication dans la gestion sécuritaire de leurs régions.

48 Focus group, Dédougou, Boucle du Mouhoun, 17-21 janvier 2022.

3

Des populations
entre le marteau et
l'enclume : quand
aucun acteur ne les
rassure.

Chapitre 3 : Des populations entre le marteau et l'enclume : quand aucun acteur ne les rassure.

Dans les quatre régions, les populations ont le sentiment d'être entre le marteau et l'enclume. En effet, l'État qui doit veiller à leur sécurité est quasi absent ou peu efficace. Le sentiment d'abandon ressenti par elles est une porte ouverte pour l'im-

plantation des GOA. On constate une méfiance qui s'installe entre les FDS et la population. Face à une situation où personne ne rassure, c'est le choix de la survie qui s'impose à elles.

3.1. Quand l'État « abandonne », les terroristes « s'installent »

La faible présence de l'État, matérialisée par l'absence de services publics, a érodé la légitimité perçue du gouvernement à répondre aux besoins des populations, ce qui a alimenté leurs frustrations. Relativement éloignées à des degrés différents du centre d'impulsion de l'action politico-administrative (capitales politique et économique), les quatre régions se caractérisent par un niveau d'urbanisation embryonnaire, et par un faible déploiement spatial des infrastructures socioéconomiques (les écoles, les universités, les centres de santé...).

« Le gap de développement pendant cinquante (50) ans, le manque d'infrastructures, d'éducation et de débouchés (...) le chômage, le désarroi des jeunes font que les jeunes ne sont pas attirés mais perméables aux offres de ceux que vous savez (groupes armés). On a délaissé certaines régions, il y a eu un oubli de l'État central. »⁴⁹

En effet, cette absence de l'État (voir figure 4), en particulier près des frontières, est un facteur critique

permettant aux GOA d'accroître leur influence. Ils se positionnent comme étant les mieux placés pour protéger les intérêts des populations qui se considèrent comme oubliées et marginalisées. Les phénomènes de communautarisation des GOA peuvent être approchés par ce biais. De plus, ils s'identifient aux FDS et semblent mieux comprendre leurs besoins. Les régions concernées sont par conséquent plus perméables à la pénétration des GOA qui se substituent partiellement à l'État quant à la fourniture de services essentiels tels que la justice.

« Aujourd'hui, ce sont les GOA qui jugent à Matiacoali. À Nassougou, ils ont même planté leur drapeau. »⁵⁰

La dynamique extrémiste dans les quatre régions est donc caractérisée par le fait que la collaboration avec les GOA est perçue par les populations comme un moyen de résilience. Le fait que les GOA ont rapidement obtenu leur adhésion s'explique par la mauvaise gouvernance (*inégalités, exclusions*), les abus de l'administration et les injustices. Le niveau de

49 Entretien avec l'Emir du Liptako lors de la mission de cartographie, Dori, région du Sahel, du 1er au 20 mars 2021.

50 Focus group, Fada, Est, 25-31 juillet, 2021.

soutien aux GOA est en général très faible dans les trois régions couvertes ; c'est dans l'Est qu'ils bénéficient d'une certaine popularité (voir encadré 1).

L'absence de l'État n'est pas seulement mesurée en termes d'infrastructures économiques ; c'est aussi et surtout le faible maillage sécuritaire qui place les populations dans une situation où, menacées et en l'absence du secours de l'État, elles ont recours aux GOA. À titre d'exemple, dans la région de l'Est, qui représente 17,13 % du territoire national, « *il n'y a que trois postes de FDS entre Fada et Diapaga, distantes de 200 km* »⁵¹. Cette situation est favorable à l'installation des GOA.

Dans une autre logique, la prolifération des attaques terroristes a entraîné le désengagement de la Police nationale de plusieurs communes, notamment dans

le Sahel (par exemple Tin-Akoff, Markoye, Oursi, Déou dans la province de l'Oudalan) et l'Est (Penchangou). Cela constitue une source supplémentaire de frustration pour les populations qui se sentent ainsi abandonnées par l'État en temps de crise. Toute chose qui facilite l'implantation des GOA dans ces localités.

En outre, les populations estiment que les FDS, qui sont finalement le seul symbole visible de l'État par endroits, ne les protègent pas lorsqu'elles sont menacées, mais plutôt les « *terrorisent* » à travers les bavures, les exactions, les rackets et les tracasseries qu'elles leur font subir. Or, plus les FDS se désengagent des zones d'insécurité, plus l'insécurité s'accroît et plus les GOA étendent leur influence sur la population et font de ces contrées leur chasse gardée.

Tableau 5 : Scores relatifs à la confiance dans les institutions

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre-Nord	Score moyen
Confiance dans les institutions centrales	3,0	7,1	4,7	6,7	6,5	6,0
Confiance dans le Parlement	3,0	7,1	4,6	6,6	6,4	6,0
Confiance dans le Conseil supérieur de la magistrature	3,1	6,3	4,5	6,5	6,5	5,7
Confiance dans les institutions locales	3,7	6,7	5,8	7,0	6,9	6,2

Source : Rapport d'analyse SCORE

Les résultats montrent que les régions du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun ont confiance dans les institutions, contrairement à la région de l'Est et du Sahel dont les scores sont nettement inférieurs à la moyenne. La modélisation confirme qu'en tant que droit essentiel et fondateur du contrat social, la satisfaction du besoin de sécurité repose directement sur l'action des institutions de l'État. Néanmoins, opérer un renversement dans la façon de lire le modèle permet de souligner la dynamique inverse : la dégradation du niveau de satisfaction ébranle la confiance dans les institutions. La stabilité institutionnelle est en péril dès lors que la population a le sentiment que l'État est incapable d'assurer le droit à la sécurité. À cet effet, plusieurs manifestations ont eu lieu dans les chefs-lieux de région et

à Ouagadougou pour décrier l'incapacité de l'État à assurer la défense de l'intégrité territoriale, à endiguer la crise humanitaire et à assurer la protection des citoyens. Ce sentiment a aussi touché le milieu militaire et paramilitaire. Ces manifestations ont sans doute conduit à la prise du pouvoir par le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba et au renversement de l'ordre institutionnel au nom des impératifs de sécurisation de la population.

Les traumatismes causés par les GOA finissent par convaincre les populations que personne n'est rassurant et digne de confiance, ni l'État, ni ceux qui se sont substitués à lui.

51 Focus group homogène des hommes, Fada, Est, 25-31 juillet, 2021.

3.2. Quand les groupes armés « terrorisent », l'État reste pourtant le recours...

Les GOA, en se substituant à l'administration étatique dans plusieurs localités comme Pama à l'Est et Arbinda au Sahel, obligent les populations à adopter des comportements et modes de vie différents de ceux observés dans le reste du pays. Ce sont, entre autres, l'abandon de la langue française dans les écoles au profit de l'arabe, le port de la burqa intégrale pour les femmes, la fermeture des lieux de culte et des châtiments pour les auteurs des infractions. Toute personne qui désobéirait à ces instructions est tenue de prendre la fuite.

Pour les personnes consultées dans les quatre régions, il y a les cas de razzia et de vol de tout genre perpétrés par les GOA (bétail, dépôts pharmaceutiques...). À ce propos un journaliste rencontré pendant le processus a fait cette observation :

« À mon avis, ceux qui nous attaquent se distinguent par leurs modes opératoires : il y a ceux qui sont dans une campagne djihadiste et ceux qui s'adonnent à des actes de tout genre tels que le vol, le viol, les cambriolages. Je me souviens d'un dépôt pharmaceutique dans un village de notre région qui a plusieurs fois été cambriolé ; les médicaments ont été emportés mais curieusement, de fortes sommes d'argent y sont déposées, sans doute en contrepartie des médicaments emportés. »⁵²

Les enlèvements de personnes opérés par les GOA accentuent le sentiment d'insécurité dans les quatre régions. C'est le cas du docteur Kenneth Elliott, enlevé depuis le 15 janvier 2016 au Sahel. À ce propos, une femme déplacée interne exprimait cette crainte lors d'un focus group en ces termes :

« À Quintokuilga, dans mon village (Centre-Nord), ils ont enlevé de nombreux membres de ma famille. Mais je ne pense pas qu'ils soient toujours en vie, je n'ai plus eu de leurs nouvelles depuis. »⁵³

Des simples menaces aux actions plus vigoureuses contre les populations civiles, ce sont autant d'indices qui révèlent une situation de traumatisme vécu par ces dernières.

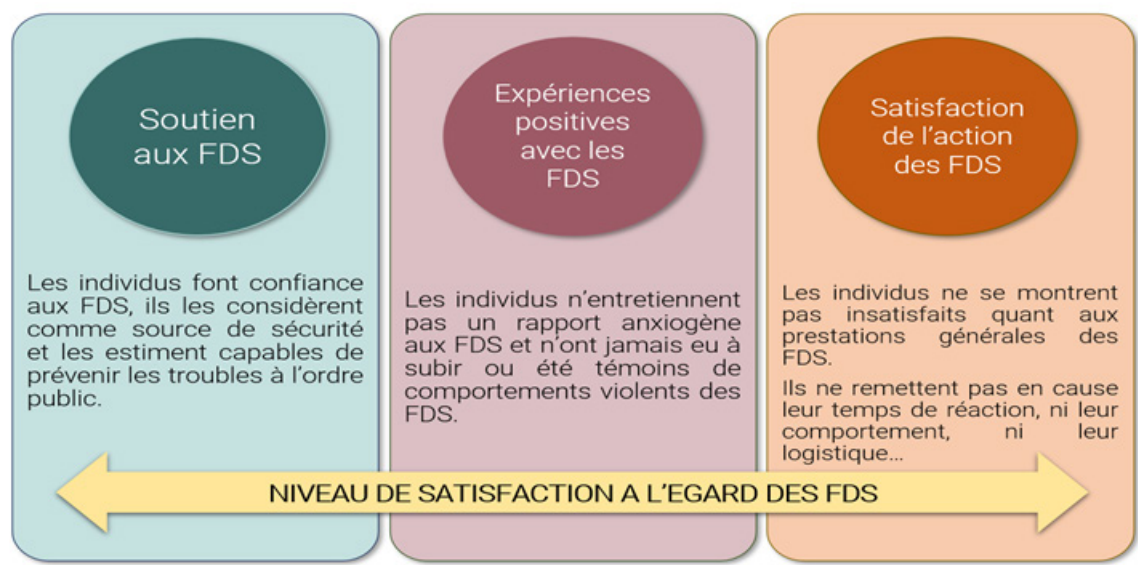
On note enfin de fréquents déplacements de colonnes d'individus armés le long des routes et des villages. Les populations sont ainsi dans la psychose continue en raison des risques permanents d'attaques. La présence des GOA rend les échanges difficiles et entrave les déplacements. Malgré les relations complexes qui lient la population et les FDS, dues à l'abandon de certaines zones par les FDS suite aux attaques des GOA, à une méfiance réciproque et aux exactions commises à l'encontre de la population par les FDS, celles-ci demeurent l'acteur privilégié en matière de gouvernance sécuritaire. En témoignent les marches pacifiques (*U Gulmu Fi* dans la région de l'Est, *Djibo* dans la région du Sahel, etc.) qui les appellent à prendre leurs responsabilités pour sauver les populations.

En attendant cette réaction et la reconquête du territoire par l'État, les populations des zones touchées sont obligées de se repositionner constamment pour collaborer avec l'acteur qu'est l'État, non pas pour qu'il leur garantisse plus de sécurité (*en raison des déceptions déjà vécues*), mais pour qu'il leur cause le moins de torts. Résignées et désespérées, elles opèrent des choix de survie en fonction des exigences du moment.

52 Entretien Individuel avec un journaliste, Fada, Est, 27 juillet, 2021

53 Focus group avec les femmes, Kaya, Centre-Nord, 27 juillet, 2021

Figure 8 : Composants de l'indicateur « niveau de satisfaction à l'égard des FDS »



Logiquement, lorsque les individus sont satisfaits de l'action des FDS, le niveau de satisfaction général tend à s'améliorer. C'est dans les régions de l'Est et du Sahel que les individus se montrent le moins satisfaits à l'égard des FDS. La faiblesse des scores dans ces deux régions, et en général sur l'ensemble

des territoires observés, peut s'expliquer à travers deux dynamiques : d'une part, les citoyens de ces régions entretiennent, en général, une certaine anxiété à l'égard des FDS, et d'autre part, ils accumulent des reproches variés envers ces FDS.

3.2.a. La question de l'acceptabilité sociale des acteurs de sécurité non étatiques

La présence sur le territoire des ILS est disparate. Le tableau 6 rend compte de l'existence des ILS et des VDP au sein des diverses provinces étudiées. Pour ce faire, il a été demandé aux répondants de

confirmer l'existence de ces acteurs dans leur localité. Il est alors possible d'observer les logiques d'inscription territoriale des ILS.

Tableau 6 : Présence des ILS et des VDP dans les régions étudiées

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre -Nord	Moyenne
Existence d'une ILS dans la localité	84,9 %	55,2 %	0,0 %	15,9 %	60,6 %	47,7 %
Existence de VDP dans la localité	12,4 %	0,9 %	26,5 %	4,5 %	8,6 %	7,1 %
Ni l'un ni l'autre	14,1 %	34,2 %	72,7 %	63,1 %	27,1 %	39,3 %

Les ILS sont particulièrement présentes dans la région de l'Est. Parmi les cinq provinces étudiées dans cette région, quatre d'entre elles enregistrent des scores de 100 % (ce qui signifie que tous les ré-

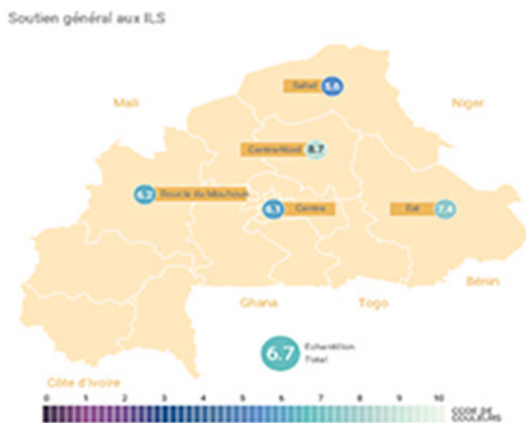
pondants de ces provinces confirment l'existence d'une ILS dans leur localité). Seule la province de la Tapoa, à l'Est, rapporte une faible présence des ILS (seulement 11 %). À l'inverse, la région du Sahel

semble dépourvue d'ILS car non acceptées par la communauté du fait des appartenances ethniques de ces groupes. En revanche, c'est dans cette région que l'on enregistre la plus forte présence de VDP. Il existe également un grand nombre de localités dans lesquelles VDP et ILS sont absentes : ce sont principalement des habitants de la région du Sahel et dans une moindre mesure de la Boucle du Mouhoun qui

ne peuvent espérer la protection ni des VDP ni des ILS.

Parmi les ILS identifiées, la grande majorité appartient au groupe koglweogo (93,2 %), qui est exclusivement présent dans les régions de l'Est, du Centre-Nord et du Centre. Dans la Boucle du Mouhoun, les autres ILS identifiées appartiennent au groupe dozo.

Figure 9 : Soutien général aux ILS



La *heatmap* permet d'apprécier le niveau de soutien dont bénéficient les ILS dans les provinces étudiées. De manière générale, les ILS semblent être plutôt appréciées sur l'ensemble du territoire⁵⁴. Ce phénomène s'inscrit dans une tendance statistique observée, à savoir un soutien aux ILS systématiquement plus faible dans les zones urbaines que dans les zones rurales⁵⁵. Enfin, bien que leurs méthodes soient moins controversées que celles des Koglweogos, la popularité des Dozos est relativement plus faible dans la Boucle du Mouhoun que le soutien généralement accordé aux Koglweogos dans les autres régions. Pour comprendre davantage les dynamiques de soutien à ces groupes, il est possible de fonder l'analyse sur des indicateurs spécifiques ancrés dans les réalités contextuelles.

Il faut noter que dans les deux régions (Centre-Nord et Est), les ILS sont issues des groupes koglweogos qui ont fortement contribué dans les années antérieures à la lutte contre le banditisme. Ils avaient joué un rôle déterminant dans les cas de vols et de sécurisation de certains villages, comme à Boulssa, dans le Centre-Nord. Dans ces régions, surtout à l'Est, les habitants s'en remettent à n'importe quel acteur susceptible de pouvoir apporter de la sécurité. Il n'existe pas de démarcation particulière entre les acteurs impliqués, tous sont plus ou moins acceptés par la population et aucun ne fait l'objet ni de légitimation particulière ni de condamnation.

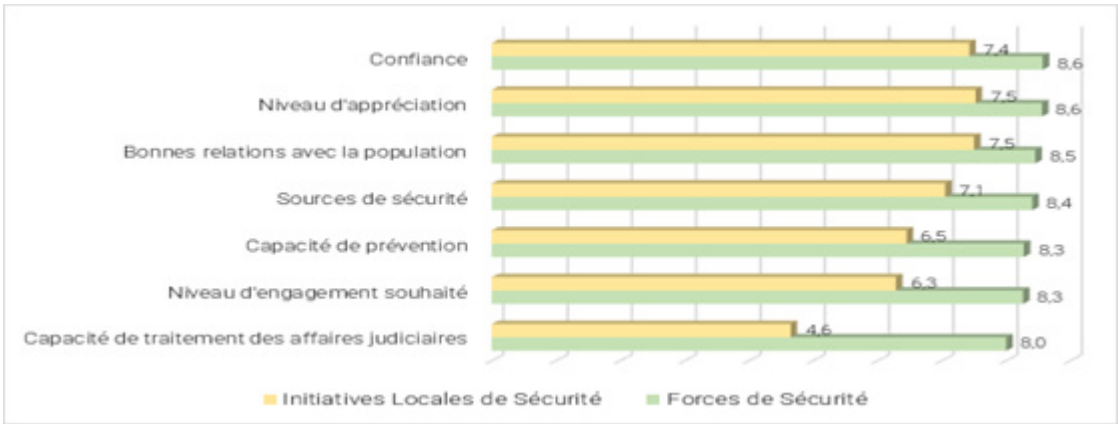
Afin de comprendre le soutien dont peuvent bénéficier les ILS, il est possible de décomposer l'action générale de ces groupes en une série de dimensions et de mesurer la popularité dont bénéficie chacune d'entre elles⁵⁶.

54 Ici les scores apparaissant pour la région du Sahel reflètent uniquement ce que pensent les habitants « dans l'absolu » des ILS puisqu'ils ne sont en pratique pas confrontés à leur présence (voir figure 3). Dans une même perspective, les scores observés dans la Boucle de Mouhoun révèlent le niveau de soutien aux Dozos tandis que dans les trois autres régions, il s'agit du soutien aux Koglweogos.

55 Notes du LACET (2020), *Renforcer la sécurité par le bas au Burkina Faso ?*

56 Voir construction de l'indicateur « soutien général »

Figure 10 : Comparaison du soutien aux actions des FDS et des ILS



La figure 10 permet de visualiser une comparaison des différentes actions entreprises par les FDS et les ILS. La population accorde systématiquement davantage de confiance aux FDS dans chacune des dimensions. Il est néanmoins possible d’observer des écarts plus ou moins significatifs : trois régimes d’écarts peuvent être distingués.

Premièrement, il ressort que les ILS contribuent à améliorer la sécurité des populations dans toutes les régions. Dans les régions du Centre-Nord et de l’Est, les enquêtés souhaitent que leur mise en place soit officialisée afin de les rendre efficaces, contrairement aux régions de la Boucle du Mouhoun et du Sahel, qui sont hostiles à cette officialisation. Un encadrement des ILS par la formation de leurs membres a été proposé par les institutions des trois régions, excepté la région du Sahel.

Deuxièmement, on observe un faible écart pour les quatre premières dimensions du graphique (de haut en bas) : les scores relatifs à la confiance, au degré d’appréciation, à la qualité des relations avec la population et à la capacité à être source de sécurité sont certes plus élevés chez les FDS que chez les ILS, mais la différence est relativement moindre. Un écart davantage prononcé existe pour les deux autres dimensions (cf. figure 10). Les citoyens ont tendance à penser que les FDS sont bien plus capables de prévenir les troubles à l’ordre public que ne le sont les ILS. Ils considèrent par ailleurs que les FDS devraient être davantage engagées dans le secteur sécuritaire

: la grande majorité pense que les FDS doivent être les principaux acteurs et occuper une place hiérarchique supérieure aux autres acteurs impliqués.

« Le travail des VDP est à encourager car ils sont engagés pour sauver la région. Mais les FDS ont été formées pour la guerre mais elles n’ont pas beaucoup d’armes. Il faut donc bien les équiper pour qu’elles nous sécurisent. »⁵⁷

Enfin, un écart important existe quant à la capacité à traiter les affaires judiciaires. Les Koglweogos apportent dans une certaine mesure une solution de proximité aux problèmes d’insécurité : ils sont considérés par la population comme réactifs et efficaces pour rechercher et arrêter les délinquants et adopter des solutions immédiates⁵⁸. Néanmoins, leurs méthodes de traitement sont expéditives et régulièrement antidémocratiques (p. ex. absence de la présomption d’innocence et non-respect de la dignité humaine). L’écart observé sur le graphique pour la dernière dimension illustre les réserves de la population quant à ces méthodes expéditives.

Pour résumer, les ILS bénéficient d’un certain niveau de confiance à l’échelle communautaire et sont perçues comme sources de sécurité et de proximité (bonnes relations avec la population). Elles sont appréciées en tant qu’acteur local vigilant. Néanmoins, l’opérationnalisation des pratiques légales de sécurité, telles que la prévention des troubles à l’ordre public et le traitement judiciaire de ces

57 Focus group, Centre-Nord, Kaya, 31 juillet 2021.

58 R. Da Cunha & T. Quidelleur, Mouvements d’autodéfense au Burkina Faso. *Diffusion et structuration des groupes Koglweogo*, nov. 2018, Noria Research.

troubles, est davantage appréciée lorsqu'elle est menée par les FDS. Ce constat est d'ailleurs complémentaire avec l'idée que c'est aux FDS d'assurer la prise en charge des opérations du secteur de la sécurité (niveau d'engagement souhaité). Bien que l'État soit concurrencé dans son exercice du monopole de

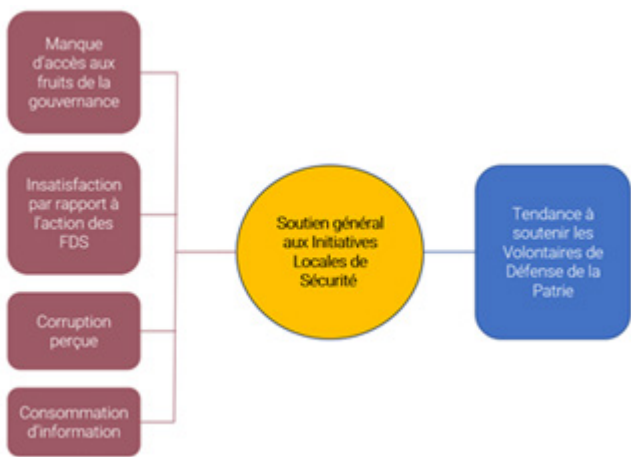
la violence légitime, il semble néanmoins que la population continue de considérer que les FDS sont davantage crédibles que les groupes d'autodéfense dans l'opérationnalisation des actions de sécurité (de type prévention, traitement et supervision du secteur sécuritaire).

3.2.b. Les dispositions encourageant la popularité des ILS

Il a été possible d'identifier statistiquement les indicateurs corrélés au « soutien général aux ILS ». La figure 9 visualise les associations significatives existantes. Elle permet d'illustrer le contexte dans

lequel se développe la popularité des ILS et de donner des pistes de compréhension aux logiques de développement de ces groupes d'autodéfense.

Figure 11 : Indicateurs corrélés au soutien général aux ILS⁵⁹



Le premier constat qui se dégage de cette figure est que le soutien aux ILS n'est pas directement corrélé à des types d'insécurité, de conflit ou de menace, mais davantage associé aux autres acteurs sécuritaires. En effet, aucun indicateur relatif à l'exposition aux insécurités ou aux menaces structurelles n'apparaît dans la figure, ce qui signifie qu'il n'y a pas d'association directe entre insécurité et soutien aux ILS. La décision de soutenir ce type d'acteur est davantage motivée en fonction du rapport entretenu avec les autres acteurs (positif avec les VDP et négatif vis-à-vis des FDS) qu'aux types d'insécurité en tant que tels. **Le soutien aux ILS prend forme**

autour des lacunes des FDS et non pas autour des insécurités et témoigne d'un manque d'action de l'État en général (absence des services sociaux de base).

En général, le soutien aux VDP s'accompagne d'un soutien aux ILS (et inversement). En effet, ceux-ci illustrent une action défailante de l'État : les individus ont peu accès aux services de l'État (ici, accès aux services d'éducation supérieurs, accès aux infrastructures et aux transports et accès aux services de sécurité et de justice), sont insatisfaits de l'action des FDS et enfin, considèrent qu'il existe un ni-

59 La figure ne fait apparaître que les indicateurs dont le niveau de corrélation avec l'indicateur « soutien général aux ILS » est jugé significatif (supérieur à 0,2 et inférieur à -0,2). Les indicateurs à gauche (en rouge) indiquent une corrélation négative et celui à droite (en bleu) illustre une corrélation positive. Une corrélation positive indique en général que les deux phénomènes « vont dans le même sens » (c.-à-d. que si le score de l'un augmente, celui de l'autre également) tandis qu'une corrélation négative indique des directions opposées : l'amélioration d'un indicateur devrait être associée à la dégradation du score de l'autre.

veau élevé de corruption dans la société. C'est donc parce que les citoyens ont l'impression qu'ils sont abandonnés par l'État que le soutien aux ILS et aux VDP se renforce. En résumé, l'acceptabilité sociale

des ILS se construit sur les lacunes de l'État et non pas directement sur la capacité de cet acteur à lutter contre l'insécurité.

3.3. Des populations résignées face à une situation intenable : le choix de la survie

Dans les quatre régions, les populations disent ne pouvoir faire confiance à personne : ni à l'État qui, normalement, devrait garantir leur sécurité, ni aux GOA, qui les traumatisent et les privent de leurs libertés et droits fondamentaux. Elles soulignent en outre ne pas non plus faire confiance aux ILS qui, en outrepassant leur mandat à travers des actes de violence, ont fini par créer des frustrations en leur sein. En effet, certaines communautés, comme la communauté peulhe, estiment que ce sont plutôt leurs membres qui sont pris pour cibles aussi bien par des individus armés non identifiés que par des VDP. Elles se disent alors victimes d'un délit de faciès. Une personne interviewée à Dori exprimait ainsi cette crainte :

« Lors de mes déplacements dans la région, j'ai plus peur de rencontrer les FDS que les groupes armés à cause de mon appartenance ethnique. »⁶⁰

Concernant l'État, en particulier les FDS, les populations estiment ne pas être suffisamment protégées.

« Parce que ça chauffe, on abandonne. Des postes vides en temps de guerre. L'heure n'est pas au relèvement des services de sécurité, il faut plutôt renforcer ou bien on veut que la population en pâtisse. »⁶¹

Elles reconnaissent que des efforts considérables sont consentis de la part des FDS dans leurs localités mais pensent que l'offre de sécurité qui leur est faite par l'État reste à parfaire dans son ensemble. Une participante à un focus group à Dédougou, dans la région de la Boucle du Mouhoun, soulignait dans ce sens :

« Des efforts de sécurisation sont faits mais ne suffisent pas. Il y a toujours beaucoup d'attaques et de déplacements des populations. »⁶²

De plus, il y a un passif dans les relations entre les populations rurales et les FDS. Celles-ci ont toujours été conflictuelles et les FDS sont perçues comme un instrument de répression et d'oppression des populations au profit d'une administration considérée comme corrompue et à la solde de quelques privilégiés. Faute de pouvoir faire confiance à l'État et aux FDS, les populations subissent les dictats des groupes terroristes qui règnent en nouveaux maîtres. Elles ne collaborent pas avec les FDS, dont elles ont peur, mais espèrent tout de même qu'elles les sauvent et leur apportent plus de protection. Elles ne souhaitent pas que leurs localités soient gouvernées par les terroristes mais se sentent obligées de collaborer avec eux pour leur survie. Un vrai dilemme auquel font actuellement face les communautés sans vraiment savoir à qui se fier.

« Si tu donnes certaines informations, on va venir t'enlever. C'est-à-dire que tu te retrouves entre deux situations. Les gens peuvent voir les situations. Si tu vas dénoncer, on te dit comment tu as fait pour avoir cette information. Donc les gens ont peur. Il faut que les gens soient assurés. »⁶³

Prises entre « le marteau et l'enclume », les populations n'ont d'autre choix que de « ne rien dire, ne rien entendre, ne rien voir ». C'est le choix de la survie.

« Si tu restes tu es mort... il faut fuir le village quand tu dénonces. »⁶⁴

60 Focus group des jeunes, Dori, Boucle du Mouhoun, 25-30 Juillet 2021.

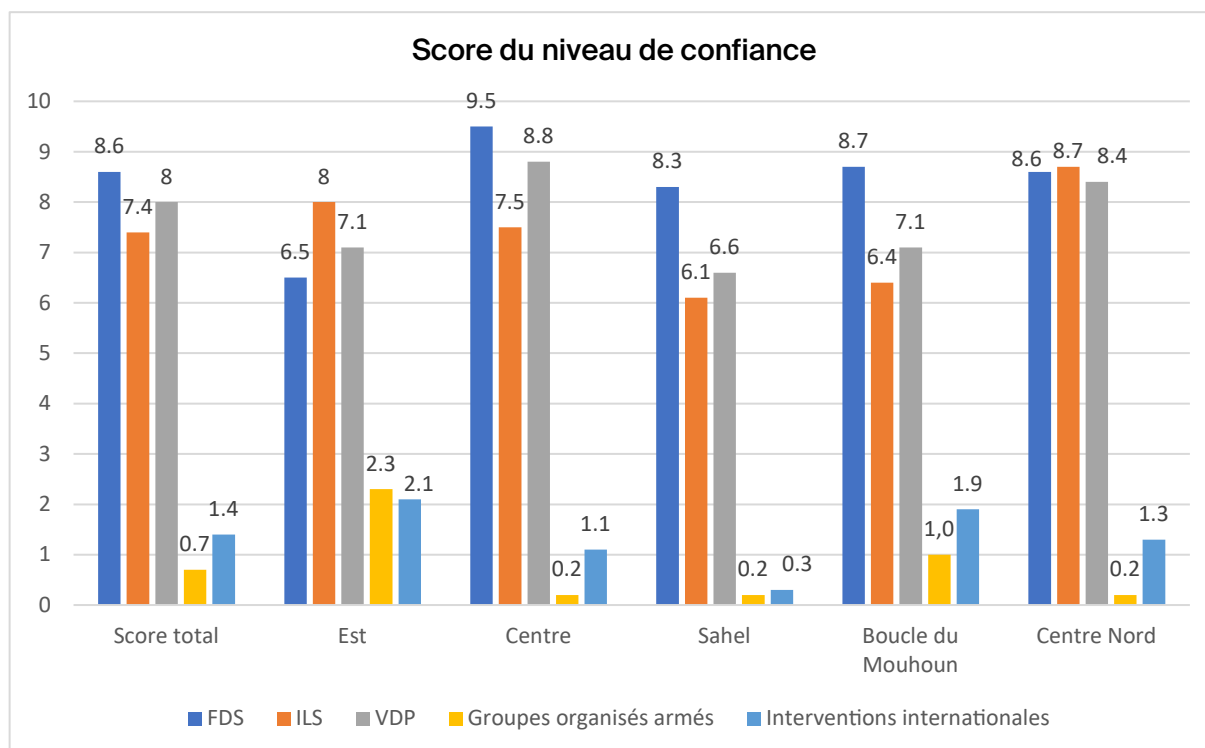
61 Focus group. Fada, Est, 25-31 juillet 2021.

62 Focus group, Dédougou, Boucle du Mouhoun, 25-31 Juillet, 2021.

63 Focus group des hommes, Dédougou, Boucle du Mouhoun, 25-31 juillet 2021.

64 Focus group avec les jeunes, Dédougou, Boucle du Mouhoun, 25-31 juillet 2021.

Figure 12 : Répartition selon le niveau de confiance suivant les acteurs



Le faible niveau de satisfaction de l'action des FDS par les populations, l'anxiété à l'égard des FDS et ensuite le cumul des reproches variés envers ces FDS concourent à détériorer le climat qui n'était

déjà pas très rassurant entre ces deux entités. À cela s'ajoutent les exactions des GOA et des ILS à l'encontre des populations, qui se retrouvent ainsi entre le marteau et l'enclume.

3.4. Le « dialogue de sourds » entre les populations et les FDS

Le dialogue de sourds entre les FDS et les populations est illustratif d'un environnement où personne n'a confiance en l'autre. D'une part, les populations estiment ne pas se sentir en sécurité en collaborant avec les FDS. D'autre part, ces dernières voient en certaines populations des complices des GOA. Ce malgré la multiplication des activités civilo-militaires dans certaines régions comme celle du Sahel.

« Ils [membres des groupes armés] nous ont réunis un jour et nous ont dit qu'ils ont des moyens de savoir qui parle aux militaires, et que ces personnes et leurs familles seront tuées. » ⁶⁵

Cette crise de confiance impacte négativement le système de renseignement des FDS et joue par conséquent sur la qualité de l'offre de sécurité aux popu-

lations. Les FDS souffrent d'un discrédit auprès de certaines populations, empêchant ainsi toute forme de collaboration.

Des consultations, il ressort que la méfiance est accentuée par le fait que certaines informations sensibles, dont la préparation des opérations d'envergure, fuient avant leur mise en œuvre. Selon les enquêtés, plus ces informations sont connues tôt, plus l'ennemi s'en sert pour s'échapper. C'est le cas de l'opération « Épervier » qui était censée libérer Madjoari du joug des GOA. Beaucoup de personnes dans la région ont été informées qu'il y aurait une opération pour libérer cette commune en collaboration avec les Forces spéciales, appuyées par l'Armée de l'Air.

⁶⁵ Focus group avec les jeunes, Dédougou, Boucle du Mouhoun, 25-31 juillet, 2021.

Par ailleurs, la mauvaise couverture téléphonique de certaines provinces expose davantage les populations civiles et rend périlleuse leur volonté de collaboration avec les FDS. Elles n'arrivent pas à alerter les cas suspects à travers les appels téléphoniques via des lignes gratuites ou numéros verts. Cela les prive des actions préventives de la part des FDS qui manquent de ce fait aussi des renseignements.

De leur côté, les FDS accusent les populations de ne pas jouer « franc jeu » dans la lutte commune qui doit être menée contre le terrorisme et les autres formes d'insécurité. Elles ne collaborent pas en termes de renseignements et certaines sont considérées comme complices des GOA. Les réseaux sociaux sont devenus le canal par lequel les populations s'expriment, au détriment de la ligne d'ap-

pel téléphonique. Et l'État, malheureusement, n'arrive pas à lutter efficacement contre la publication des fausses informations. Par exemple, une rumeur sur l'assassinat de trois nouvelles recrues de l'armée sur l'axe Gounghin-Fada s'est révélée fausse. La désinformation alimente la méfiance et les distances entre les acteurs. D'où le dialogue de sourds, puisque ces deux parties prenantes du dispositif de sécurité, qui normalement devraient mutualiser leurs efforts pour atteindre des objectifs communs, ne collaborent pas vraiment. Un travail reste donc à faire pour promouvoir les réflexes sécuritaires et le fact-checking et favoriser une meilleure connaissance du travail des FDS par les populations civiles, ainsi qu'une meilleure protection des témoins afin de les rassurer et de restaurer des relations de confiance entre toutes les parties.

3.4.a. La question de la coopération

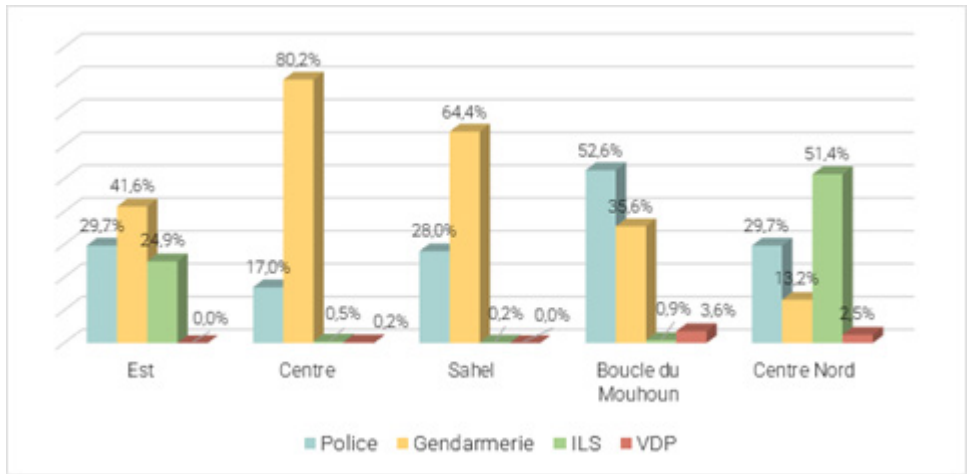
Encourager la coopération entre les populations locales et les FDS est souvent présenté, à juste titre, comme un moyen éventuel d'améliorer la situation sécuritaire au Burkina Faso. Cette coopération peut prendre plusieurs formes et différentes modalités peuvent être mises en place. Dans ce sens, l'une des conditions fondamentales au développement de la coopération entre civils et FDS est la connaissance, par les populations, des moyens d'interaction avec ces dernières. Or, l'enquête révèle ici que plus d'une personne sur trois (36 %) ignore qu'il est même possible de contacter les FDS par téléphone. De plus, parmi ceux qui sont effectivement informés de la possibilité de contacter les FDS par téléphone, près

d'un répondant sur deux (46 %) ignore le numéro vert. En résumé, seule une personne sur trois sait qu'il est possible de contacter les FDS en cas de problème et connaît le numéro vert. Il est par ailleurs à remarquer que des différences significatives ont été identifiées en fonction du genre : les femmes sont moins informées que les hommes des possibilités de communication avec les FDS.

Par-delà les moyens de communiquer avec les FDS, l'étude a tenté de comprendre dans quelle mesure les individus avaient le réflexe de contacter les FDS lorsqu'ils étaient témoins d'un trouble à l'ordre public⁶⁶.

66 La question posée était la suivante : « Si vous êtes témoin ou victime de crimes/délits, à quel service de sécurité préférez-vous rapporter l'affaire ? ».

Figure 13 : Acteurs contactés dans les situations de délit ou de crime



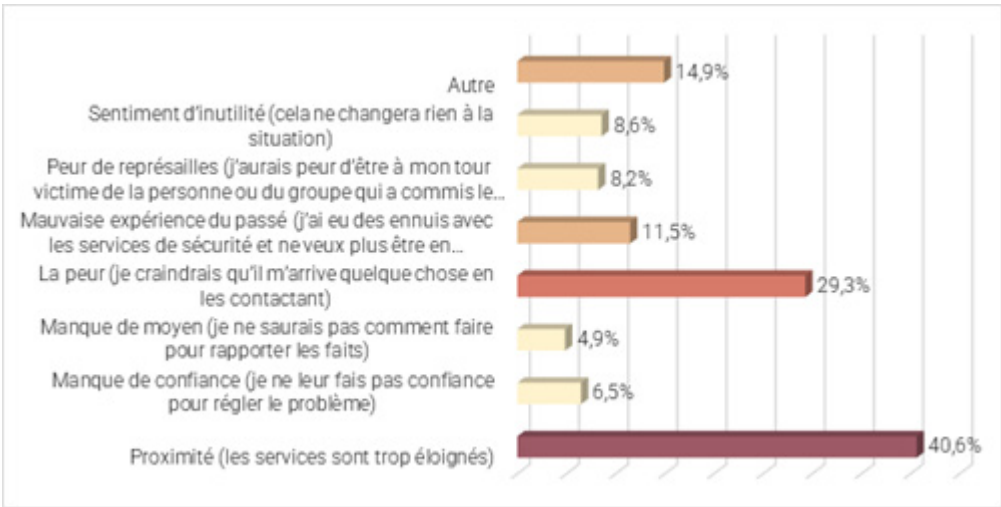
Les réponses moyennes pour l'échantillon total indiquent que dans 83 % des cas, les FDS sont contactées (contre 12 % pour les Initiatives Locales de Sécurité (ILS)). Dans les régions du Centre et du Sahel, la gendarmerie est considérée comme l'acteur de référence ; la police apparaît ensuite comme second acteur privilégié. Dans la Boucle du Mouhoun, c'est plutôt la police qui est préférée à la gendarmerie. Néanmoins, dans ces trois régions, le recours aux FDS est quasiment systématique : ce sont les seuls acteurs contactés (dans de rares cas, les VDP le sont aussi dans la Boucle du Mouhoun). En effet, dans les régions du Centre, du Sahel et de la Boucle du Mouhoun, les ILS ne sont jamais considérées comme un interlocuteur privilégié dès lors qu'il s'agit de rap-

porter un délit ou un crime. En revanche, dans le Centre-Nord, les Koglweegos sont davantage impliqués⁶⁷, soit 51,4 % lorsqu'il s'agit de rapporter un trouble à l'ordre public (cas de délit ou de crime). Dans la région de l'Est, les populations locales ont également régulièrement recours aux Koglweegos (dans près de 25 % des cas), même si les FDS restent leur interlocuteur privilégié (54 % des répondants de la province de Gnagna disent néanmoins privilégier les ILS).

Au-delà des cas où ce ne sont pas les FDS mais d'autres acteurs qui sont contactés, nombreux sont aussi les cas où aucun acteur n'est contacté.

67 99 % des répondants de la région Centre-Nord ayant répondu qu'il existait une ILS dans leur localité ont affirmé qu'il s'agissait du groupe koglweego.

Figure 14 : Raisons justifiant l'absence de déclaration des actes délictueux⁶⁸



Les principales raisons justifiant la non-déclaration des actes délictueux sont l'éloignement des FDS, la peur des représailles liées à la déclaration, et enfin le souvenir d'une expérience négative avec les FDS. De manière générale, ces justifications trouvent leur origine dans un environnement sécuritaire défaillant. Elles tendent ainsi à illustrer l'idée selon laquelle le défaut de coopération s'explique principalement par le manque de sécurité des individus : c'est parce que les populations ont l'impression d'être en danger dans leur vie quotidienne qu'elles sont peu enclines à coopérer avec les FDS. L'incapacité de l'État à assurer son service régalien d'ordre public décourage les populations d'entrer dans une logique de collaboration.

3.4.b. Quel environnement pousse à la coopération avec les FDS ?

À partir des réponses issues de la figure 17, il a été possible de construire un indicateur « coopération avec les FDS » et d'observer avec quelles autres variables celui-ci était corrélé. La figure suivante rend compte des principales variables associées à la tendance à coopérer⁶⁹.

68 Parce que la décision de ne pas rapporter les faits délictueux répond rarement à un unique critère, il a été proposé aux répondants non pas de choisir une option dans la liste proposée, mais plutôt de signifier, pour chacune d'entre elles, dans quelle mesure celle-ci expliquait le choix de non-déclaration (vrai ou faux). Il est donc logique que le total des fréquences affichées dans la figure 4 ne coïncide pas à 100 %. Il faut donc lire que pour 40 % des répondants le manque de proximité des FDS est une raison de la non-déclaration (pour les 60 % des répondants restants, ce n'est pas une raison explicative).

69 Les indicateurs en bleu traduisent une relation positive (tendance à la coopération et indicateurs bleus vont dans le même sens). En rouge, la relation est négative (les relations entre les indicateurs vont en sens opposé : si le score de l'un augmente, celui de l'autre descend).

Figure 15 : Indicateurs corrélés à la tendance à coopérer avec les FDS



La tendance à coopérer avec les FDS est corrélée avec le soutien général aux ILS, la négociation avec les GOA, l'existence d'autres types d'acteurs de sécurité ainsi que les réflexes sécuritaires individuels, et elle est positivement associée à l'existence d'une ILS dans la localité et à un niveau de soutien élevé aux ILS. En d'autres termes, le soutien aux ILS et la coopération avec les FDS vont dans le même sens puisqu'elles assurent toutes la sécurité des populations. Quant à l'adoption de réflexes sécuritaires au niveau individuel et à la coopération avec les FDS, elles évoluent en sens opposés. Il s'agit, pour la population, d'aider les FDS à jouer pleinement leur rôle régalien. À première vue, ces résultats pourraient paraître paradoxaux : le soutien aux ILS devrait s'accompagner d'un recours moindre aux FDS (si l'on considère que les ILS sont source de sécurité et qu'elles sont efficaces, on va logiquement avoir tendance à les choisir comme interlocutrices au détriment des FDS). De plus, l'adoption de conduites sécurisées au niveau individuel devrait être concomitante à un recours systématique aux FDS en cas de délit ou de crime (si l'individu adopte un comportement quotidien prudent et qu'il respecte les consignes de sécurité légales, on peut imaginer qu'il a, par ailleurs, tendance à s'en remettre aux FDS en

cas de trouble).

Une possible piste d'interprétation pour rendre intelligibles ces résultats consisterait plutôt à considérer que ces deux indicateurs – fort soutien aux ILS et faibles réflexes sécuritaires individuels – sont en fait indicateurs d'une situation sécuritaire plus stable. Lorsque les ILS sont opérationnelles et que les populations ne se sentent pas obligées de recourir à ces réflexes sécuritaires, cela signifie que la situation dans sa globalité est plus sûre.

En résumé, c'est l'existence d'un environnement sécurisé qui encourage les populations à coopérer avec les FDS. La tendance à coopérer doit alors être comprise comme un phénomène susceptible de se déployer plus aisément dans un environnement sûr. En bref, l'absence de sécurité décourage la coopération.

Ce résultat permet alors d'intégrer les réponses généralement apportées par les personnes choisissant de ne pas rapporter les faits. Comme mentionné précédemment, les individus ont souvent tendance à considérer qu'il est préférable « *de ne rien dire, de ne rien entendre, de ne rien voir* ».

3.4.c. Les réflexes sécuritaires individuels et communautaires

Face à une situation où les populations ne peuvent se fier ni aux acteurs étatiques, ni aux acteurs non étatiques pour garantir leur sécurité, des réflexes de survie apparaissent.

Tableau 7 : Scores relatifs aux réflexes sécuritaires individuels

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre-Nord	Score moyen
Déplacements et itinéraires adaptés	4,8	8,8	7,5	6,5	4,9	6,9
Port d'arme	1,0	0,8	3,0	1,9	2,2	1,5
Mobilité réduite	7,5	9,4	8,3	7,3	6,6	8,1
Fréquentation réduite de lieux spécifiques	6,4	9,2	6,6	6,6	6,5	7,6
Déménagement (déplacement)	3,4	7,3	7,9	5,7	2,6	5,7

Il convient de noter que les habitants du Sahel ont davantage tendance à s'armer pour faire face au manque de sécurité⁷⁰, même si l'indice reste relativement bas. Ensuite, bien que dans ce domaine, le score de la région de la Boucle du Mouhoun soit relativement faible, il est nécessaire de préciser ici que les répondants de la province de la Kossi sont nombreux à choisir de s'armer.

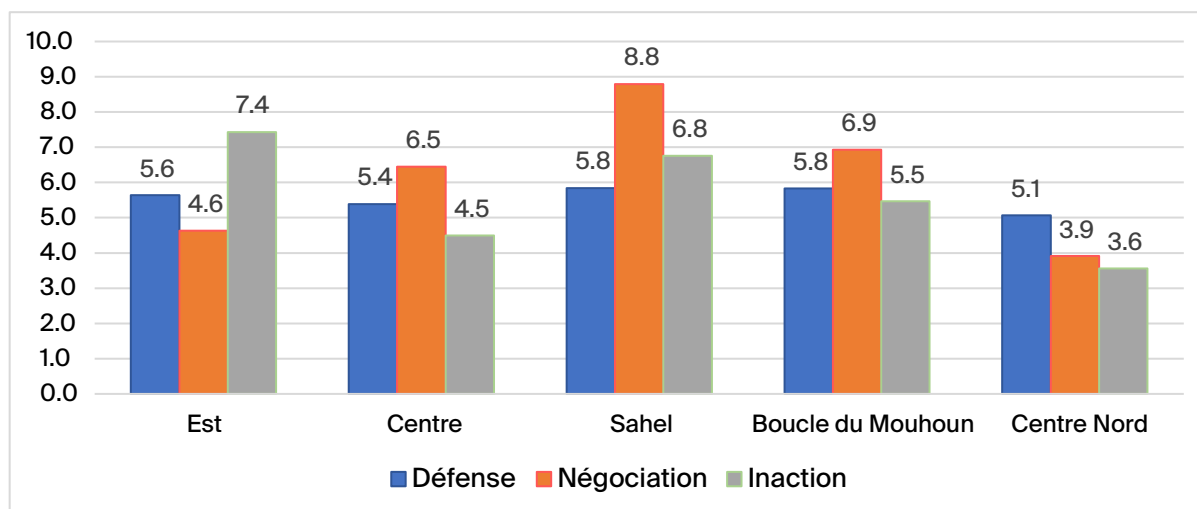
Parmi les conduites potentielles, il semble que les individus ont plus tendance à réduire leur mobilité et à ajuster la fréquentation d'espaces spécifiques (colonne de droite). Bien que présentés comme des stratégies proactives, ces comportements sont néanmoins liés aux restrictions légales et aux situations d'état d'urgence décrétées localement⁷¹. Le tableau 7(c ci-dessus) rend compte de la façon dont sont respectés ces types de mesure.

Le recours à des stratégies de défense est sensiblement le même à travers les régions. En revanche, les attitudes de négociation ou de résignation varient en fonction des localités, qui ne vivent pas le même degré d'insécurité, et certaines régions ont préféré collaborer avec les GOA (figure 16). Dans les régions du Sahel et de la Boucle du Mouhoun, l'attitude privilégiée à l'échelle communautaire est la négociation avec les groupes armés. Le score est très élevé pour la région du Sahel. La situation de cette région est particulièrement problématique puisque la seconde attitude adoptée est l'inaction, le recours à la mise en place de stratégies de défense étant l'attitude la moins fréquente (voir encadré 2). Ces résultats semblent traduire une situation d'abandon : les individus sont résignés et considèrent que rien n'est faisable pour se protéger, l'unique solution consistant à négocier la paix avec les groupes armés.

70 Voir encadré 2 sur la situation du Sahel.

71 Pour plus de détails sur les situations locales, voir Interpeace (2021), Rapport d'analyse participative des dynamiques sécuritaires, *Améliorer la prévention des conflits et la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, Est, Centre-Nord et Boucle de Mouhoun au Burkina Faso*, septembre 2021.

Figure 16 : Scores pour les réflexes communautaires par région



À l'Est, c'est l'inaction qui semble prédominer puisque les répondants ont, en majorité, répondu qu'ils n'avaient aucune solution pratique. Les habitants de la région du Centre-Nord sont les seuls à opter principalement pour une attitude proactive de défense.

La population a recours, en fonction des besoins et de la situation du moment, à l'acteur sécuritaire le plus disponible pour les accompagner. Certains ne savent plus quel choix opérer et se résignent à subir des exactions de toutes parts.

Encadré 2 – La question du soutien aux groupes organisés armés : la situation dans la région du Sahel

La figure 16 met en exergue la tendance des communautés localisées dans la région du Sahel à négocier avec les groupes organisés armés pour obtenir une résolution pacifique du problème. Néanmoins, cette attitude ne peut être interprétée comme une forme de solidarité avec ces groupes. Il semblerait qu'il s'agisse davantage d'une posture de résignation : les individus, isolés, n'ont d'autre choix que de négocier avec des groupes qui menacent leur quotidien. Plusieurs résultats peuvent être avancés pour appuyer cette hypothèse : le soutien général envers les groupes organisés armés est faible dans cette région, la catégorie musulmane de la population est celle qui se montre la plus critique à l'égard de ces groupes et enfin, la confiance dans les FDS et l'appel à un renforcement de leurs capacités sont plus importants dans cette région qu'ailleurs. Ces dynamiques sont autant d'éléments sur lesquels peuvent se développer des interventions et des stratégies politiques susceptibles de « repousser » le développement des groupes organisés armés⁷². En résumé, les résultats tendent à prouver que les groupes organisés armés ne bénéficient pas d'un soutien populaire dans cette région, les populations locales réclamant davantage la présence des FDS.

- Les groupes organisés armés sont peu soutenus dans la région du Sahel. Le tableau met en avant la faible popularité dont jouissent les GOA. C'est dans la région du Sahel que ces groupes sont le moins soutenus.

- Les citoyens musulmans soutiennent moins que les autres les groupes armés. Lorsque l'on observe les désagrégations par religion, il est possible de remarquer que le soutien aux GOA est plus faible chez

⁷² A. Loada & P. Romaniuk, (2014), *Preventing Violent Extremism in Burkina Faso. Towards Resilience Amid Regional Insecurity*, Global Center on Cooperative Security.

les musulmans que chez les chrétiens ou chez les animistes. Ce résultat doit être pris en compte par les autorités afin de déconstruire l'idée généralement partagée d'une solidarité entre la catégorie musulmane de la population et les GOA.

- **Les FDS sont jugées légitimes pour tous les types de troubles à l'ordre public.** Plus qu'ailleurs, les habitants du Sahel considèrent que ce sont les FDS (et non pas les autres acteurs de sécurité) qui sont compétents pour traiter les problèmes liés à la délinquance, aux attaques physiques, aux milices ou aux GOA.

- **Le renforcement des patrouilles est un besoin populaire.** Plus qu'ailleurs, les répondants de la région du Sahel souhaitent que les effectifs des FDS soient plus nombreux. Ce constat confirme le besoin de la majorité de la population et affirme davantage le soutien dont bénéficient les FDS dans cette région (voir figure 8).

4

Une situation
sécuritaire complexe
aux dimensions
multiples : les autres
maillons de la chaîne

Chapitre 4 : Une situation sécuritaire complexe aux dimensions multiples : les autres maillons de la chaîne

Aux dynamiques complexes abordées plus haut viennent s'ajouter d'autres facteurs persistants qui réduisent l'impact et l'efficacité des actions me-

nées. Ce chapitre a pour objectif de les mettre en exergue.

4.1. La non-maîtrise des sources de financement des GOA

La lutte contre le terrorisme implique aussi la lutte contre son financement. Selon l'Observatoire économique et social du Conseil Économique et Social (CES), environ 80 milliards de FCFA ont servi au financement du terrorisme au Burkina Faso depuis 2016. La question de l'origine du financement des groupes armés reste préoccupante et de nombreux acteurs interrogés sur le sujet disent qu'ils n'en savent rien. Ils estiment néanmoins qu'il serait important que les réseaux qui les alimentent soient démantelés pour réduire leurs mouvements.

Selon l'observatoire cité plus haut, le terrorisme est financé à partir de l'exploitation illicite des ressources naturelles, du blanchiment des capitaux, etc.⁷³ « Les activités illicites permettent aux groupes extrémistes violents de générer localement des ressources financières (vente de bétail volé, prélèvement de la zakat - impôt - sur le bétail, activités d'orpaillage) afin de se procurer des moyens de subsistance (notamment des biens de consommation : aliments, médicaments, etc.) et des moyens opérationnels (armes, munitions, motos, pièces détachées, carburant, moyens de communication) »⁷⁴.

Les groupes terroristes bénéficient donc du crime organisé par le biais du trafic d'armes, de personnes et de drogues, du commerce illicite de ressources naturelles, du blanchiment d'argent et des enlèvements contre rançon.

Les contrebandiers dont l'activité consiste à faire circuler des marchandises frauduleuses apparaissent comme leurs fournisseurs, notamment en carburant et autres moyens logistiques (motos, vivres, armes, munitions...).

« Le vol de bétail par les terroristes est un facteur qui leur procure du revenu. Les GOA utilisent du matériel neuf, il faut souvent savoir où ils font la vente de ces bétails, c'est aussi là-bas qu'ils s'approvisionnent. »⁷⁵

Pour certains membres de la communauté, le financement provient de l'orpaillage et il est nécessaire de s'interroger sur la possible implication de certaines sociétés étrangères d'exploitation des ressources minières, qui souvent arrivent à continuer leurs activités dans les zones d'insécurité.

73 CN-CMAPR, Rapport de l'étude sur les défis sécuritaires dans la région de l'est du BF 12/2020, p. 43.

74 Assanvo, William, et al., *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*, Institute of Security Studies, déc. 2019, <http://base.afrique-gouvernance.net/docs/war-26-fr.pdf>. Accessed 22 Feb. 2022, p. 2.

75 Propos d'un participant au focus group dans le Centre-Nord.

« Les sites d'orpaillage font ainsi partie de la stratégie d'implantation des groupes extrémistes, avec la volonté clairement affichée d'en assurer la gestion. La prise de contrôle de sites d'orpaillage par des groupes armés suspectés d'appartenir à la mouvance djihadiste a également été confirmée à plusieurs reprises par le ministre burkinabè des Mines. »⁷⁶

Un responsable du service des douanes atteste que les mouvements de ses agents sont très limités depuis le début de la crise sécuritaire. La douane n'arrive plus dans leurs localités d'activités à tendre des embuscades aux trafiquants, alors que ce sont de telles opérations qui leur permettent d'empêcher l'entrée de marchandises frauduleuses et de démanteler de grands réseaux de trafiquants. Conséquence : certains produits échappent à leur contrôle et pourraient alimenter l'action des GOA. La fermeture des frontières due au Covid-19 a entraîné l'utilisation de pistes de contournements et a compliqué davantage la tâche des FDS, car ces flux ne sont pas

maîtrisés. La région de la Boucle du Mouhoun, par exemple, est un grand carrefour international et national servant de plateforme au trafic de drogue. Les informations reçues rendent compte de la consommation de stupéfiants par les GOA. En effet, les participants aux consultations ont fait remarquer que lors de leurs arrestations ou neutralisations, les FDS trouvent toujours sur eux de la drogue. L'autre aspect important pour les actions des douaniers reste le renseignement, qui ne leur réussit plus puisqu'ils n'arrivent pas à collaborer avec les populations.

En définitive, l'on constate que les solutions devant permettre de mettre fin au ravitaillement en armes des GOA restent insuffisantes. De l'avis des participants, identifier et rompre les sources de financement des GOA demeure le défi majeur pour lutter contre eux. Pour ce faire, ils ont proposé de mener plus d'investigations sur le blanchiment d'argent qui est monnaie courante dans le pays et qui est actuellement lié aux activités des GOA.

4.2. La faiblesse et l'inadéquation des équipements militaires

De l'avis des acteurs rencontrés, les FDS sont très engagées pour la défense et la sécurisation du pays, mais manquent d'un accompagnement de l'État, notamment en termes d'équipements de pointe et d'appui aérien lors des opérations complexes contre les GOA. Selon eux, les interventions aériennes permettent de réagir très rapidement sur le théâtre des opérations pour sauver des vies et éviter les IED qui sont de plus en plus enfouis sur les routes lors des patrouilles ou des escortes des FDS dans les régions de l'Est, du Sahel, du Centre-Nord, du Nord et des Cascades. Pourtant, ces appuis aériens font défaut. L'armée semble ne pas disposer d'avions performants.

« Pas d'avions en appui des FDS, pas de stratégie. »⁷⁷

En outre, les FDS apparaissent peu formées et inaptes face à la menace terroriste.

« Les FDS font des efforts mais le gouvernement n'a rien fait. Au début, le gouvernement n'a pas pris la situation de l'Est au sérieux. Actuellement c'est tard. »⁷⁸

Selon les populations des quatre régions cibles, l'État doit accompagner les FDS en renforçant leurs capacités et leur nombre, et en les dotant d'équipements plus performants et plus adaptés à la menace.

« Nos FDS font de leur mieux dans cette guerre mais il manque des politiques, une stratégie adaptée et des équipements adéquats pour accompagner leurs actions » « Il y a des armes que nous avons vues avec ces personnes que nous n'avons jamais vues avec nos FDS »⁷⁹.

⁷⁶ Assanvo, William, et al. *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*, op. cit., p. 17.

⁷⁷ Focus group, Fada, Est, 25-31 juillet 2021.

⁷⁸ Focus group, Fada, Est, 25-31 juillet 2021.

⁷⁹ Focus group, Fada, Est, 25-31 juillet 2021.

4.3. La persistance des conflits communautaires et intercommunautaires

Les tensions sociales et les conflits communautaires fragilisent fortement la cohésion sociale et la paix. Ils sont exploités par les groupes islamistes violents comme un canal d'introduction et de déstabilisation. L'accumulation de frustrations subies est désignée par les populations agropastorales des régions du Sahel, du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun et de l'Est comme le principal moteur de la rupture avec les représentations de l'autorité étatique. La stratégie des GOA serait d'utiliser le tissu social déjà fragmenté pour exacerber les conflits existants entre les communautés. Les conflits entre catégories socioprofessionnelles se manifestent de diverses manières, entre autres par des tueries et des conflits violents entre éleveurs et agriculteurs ou entre ethnies, comme ceux qui ont éclaté entre les Dogons et

les Peulhs dans la région de la Boucle du Mouhoun ou encore le conflit de *Yirgou*, dans le *Sanmatenga*.

« À Kombori, les Dogons et les Peulhs se sont affrontés ici. C'était grave. Il a fallu l'intervention du chef de canton avec le Massa Ton⁸⁰ pour calmer les choses. »⁸¹

Il y a aussi une instrumentalisation de la religion comme moyen de diffusion des idéaux de l'extrémisme violent. La non-maîtrise des textes religieux par leurs adeptes et la méconnaissance de la religion de l'autre renforcent la vulnérabilité des populations aux discours haineux et le non-respect de la diversité religieuse. Cela contribue à l'exacerbation des conflits dans les régions.

4.4. Faible maillage sécuritaire

La situation sécuritaire du pays exige un meilleur maillage territorial par les FDS. Mais les effectifs desdites FDS ne permettent pas d'assurer ce maillage. À titre illustratif, la gendarmerie est à environ 40 % de son taux d'occupation du territoire. En effet, sur 350 départements, seuls 121 départements possèdent des brigades de gendarmerie, sachant que le département est l'espace originel d'occupation de ce corps de FDS. En l'état actuel, tandis que dans certaines collectivités la gendarmerie et la police « se marchent sur les pieds », ailleurs, certaines ne disposent ni de l'une ni de l'autre. En effet, sur les trois cent cinquante (350) départements, cent cinquante-six (156) ne disposent d'aucun service de sécurité selon les données du rapport de l'étude sur les risques à la paix et à la sécurité du Burkina Faso réalisée par le CSAMAP en décembre 2021. Le maillage sécuritaire inadéquat est perceptible dans la répartition des commissariats de police et postes de gen-

darmerie. Selon l'institut FREE AFRIK (2018), 41 % des communes rurales n'ont ni gendarmes ni policiers, tandis que 22 % des communes rurales ont une présence à la fois de gendarmes et de policiers⁸².

Tous les acteurs sécuritaires consultés pensent qu'un travail de dédoublonnage est nécessaire pour faire évoluer un tant soit peu l'occupation spatiale par les forces de sécurité intérieure, ce qui aura également le mérite de contribuer à réduire les rivalités entre les différentes forces, puisque chacune sera à une place précise avec les moyens adaptés. Il faudrait ensuite réviser les attributions afin de permettre aux différentes forces d'agir avec efficacité sur le terrain. À leur avis, le dispositif idéal serait que l'armée reste au niveau des frontières, la gendarmerie au niveau des départements et/ou communes rurales, et enfin la police nationale en appui avec la police municipale dans les agglomérations.

80 Le Massa Ton est une faitière créée le 24 février 2020 regroupant les chefs de canton et les chefs de villages de la région de la Boucle du Mouhoun. Cette structure est dirigée par le chef de canton de Dédougou, Sa Majesté Albert DAYO, et poursuit comme objectif principal la contribution à la paix et à la cohésion sociale dans le pays en général et dans la Boucle du Mouhoun en particulier.

81 Entretien individuel avec un déplacé interne de Kombori, région de la boucle du Mouhoun, 25-31 juillet 2021.

82 Données du rapport de l'étude sur les risques à la paix et à la sécurité du Burkina Faso, CSAMAP, décembre 2021.

4.5. L'incivisme comme facteur d'aggravation de l'insécurité

« Le contexte national burkinabè reste marqué ces dernières années par des remous socio-politiques qui sont de nature à compromettre la paix. Autrefois animé par les valeurs et normes sociales positives, le citoyen burkinabè adopte de nos jours des comportements déviant ne favorisant pas la promotion de la tolérance, du civisme et du vivre-ensemble. »⁸³

Depuis les mouvements insurrectionnels de 2015, l'incivisme a connu une exacerbation et l'autorité de l'État est contestée. Les populations, quels que soient leur niveau d'instruction, leur âge et leur sta-

tut social, ne respectent plus les codes de bonne conduite édictés. L'État est défié.

La banalisation de la violence, la destruction des biens publics sont les signes d'un pays qui sombre peu à peu dans l'anarchie. Cela révèle une décomposition progressive de la société burkinabè se manifestant par le manque de respect de la vie et de la dignité d'autrui et la perte des valeurs morales. Ces comportements inciviques accentuent le délitement de la cohabitation intercommunautaire, avec en toile de fond l'augmentation des ressentiments intériorisés.

4.6. Résilience problématique des populations

Les acteurs rencontrés dans les quatre régions insistent sur la nécessité de renforcer la confiance entre les FDS et les populations de sorte à améliorer la qualité de leur collaboration pour plus d'efficacité dans la lutte contre l'insécurité. Cette collaboration est indispensable et les différents acteurs le soulignent dans ces termes :

« Le combat contre l'insécurité n'est pas l'affaire des FDS seules. Les populations ont un rôle clé à jouer mais elles craignent les représailles. »⁸⁴

Les différents acteurs rencontrés reconnaissent que des activités civilo-militaires (ACM) sont souvent initiées. Pour certains acteurs, la nécessité d'apprendre à se protéger permet d'être résilient face à la situation sécuritaire.

« Moi-même qui suis une autorité, je préviens toujours ma famille de mes déplacements et je leur ai montré comment se défendre. Même à ma fille de 4 ans, je lui ai montré comment ramper pour sortir de la maison. Chaque fois, on effectue des exercices. »⁸⁵

La sécurité et la cohésion sociale sont difficilement envisageables dans une société où la gouvernance

étatique est dévoyée. Les opérations antiterroristes ont souvent donné lieu à l'élimination des suspects plutôt qu'à leur arrestation et ont conduit à de multiples abus contre des civils. Loin d'enrayer la menace, elles poussent ceux qui se sentent injustement victimes de la violence de l'État à rejoindre les GOA ou au moins à devenir leurs alliés ou sympathisants.

Au vu des analyses des incidents sécuritaires, les populations ont défini des modes de résilience. Quatre stratégies de résilience s'observent : la première consiste en la participation à l'effort mené par les FDS ; la seconde au fait de prêter allégeances aux GOA ; la troisième, au départ vers des zones jugées plus sûres ; et la quatrième est la stratégie de contournement.

Ces stratégies, qui se définissent comme des moyens de survie pour ces populations, sont entravées par des éléments tels que :

- l'accaparement des richesses et ressources naturelles par les GOA, une manière pour eux de mettre la pression sur les populations ;
- l'avènement des VDP, qui est un facteur déclencheur de représailles contre les localités qui en fournissent ;

83 Entretien individuel, Centre-Nord, 1-8 août, 2021.

84 Focus group, Boucle du Mouhoun. 25-31 juillet 2021.

85 Entretien individuel, Centre-Nord, 1-8 août 2021.

- la lenteur dans les interventions des FDS, liée à la vérification de l'information fournie et la disponibilité des moyens humains et de la logistique ;
- la collaboration tend à s'effriter et même à se raréfier dans la mesure où les populations voient de la trahison dans l'attitude des FDS, qui ne respectent pas leur anonymat lorsqu'elles font des dénonciations ; de sorte que ceux qui collaborent subissent généralement les représailles des personnes qu'ils ont dénoncées ;
- la forte confiance des populations dans les acteurs non étatiques de la sécurité, qui n'ont pas toujours les mêmes modes opératoires que les FDS (inexistence de la présomption d'innocence, amendes disproportionnées, suspi-

cions d'intégration aux groupes à des fins de vengeance...).

Il faut noter que ces moyens de résilience que les populations adoptent dans les zones particulièrement touchées présentent le risque de faciliter davantage les stratégies d'influence, de propagande et d'expansion des GOA, non seulement dans ces régions mais aussi et surtout vers d'autres zones relativement épargnées par le phénomène. L'urgence de trouver des solutions adaptées aux dynamiques conflictuelles présentées et analysées par les populations elles-mêmes reste ainsi vive, d'une part pour redonner à ces populations le sentiment d'attachement à leur État et à ses institutions, comme la défense et la sécurité ; et d'autre part pour restreindre l'expansion de l'activisme des GOA à travers les autres régions du pays.

Recommandations et suggestions

Les participants au processus d'analyse participative ont dégagé des recommandations prioritaires non seulement à l'endroit des autorités politiques, des FDS et des ILS, mais aussi à l'égard des acteurs de développement.

À l'endroit des autorités politiques

- Assurer le retour des structures étatiques dans les localités et relancer le développement, notamment en améliorant les infrastructures (routières, sanitaires, éducatives, etc.) et l'accès des populations aux services sociaux de base, et en particulier en proposant des plans de soutien à l'activité économique et à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes ;
- Assurer la relecture et la vulgarisation des textes de loi sur le foncier et la gestion des ressources naturelles ;
- Restaurer le service militaire obligatoire pour accroître de manière substantielle la participation citoyenne aux activités de sécurisation des personnes et des biens et renforcer l'attachement à la patrie ;
- Réaffirmer le sens de la mission des forces de sécurité en définissant les stratégies les plus adaptées à la réalité du terrain et en respectant la doctrine d'emploi des forces de défense et de sécurité ;
- Décentraliser ou déconcentrer certains services de l'État dans les zones les plus enclavées et privilégier les politiques de prévention en s'inscrivant dans une dynamique proactive, notamment en déléguant des compétences aux communautés locales ;
- Impliquer les leaders communautaires, traditionnels et coutumiers dans la recherche de la solution pour ramener la stabilité ;
- Renforcer les capacités des femmes actrices du changement sur la gouvernance sécuritaire et la prise en charge psychosociale ;
- Sécuriser les frontières, lutter contre les trafics et la criminalité organisée, promouvoir la coopération régionale ;
- Rechercher les sources de financement et d'équipement des GOA afin de les assécher ;
- Créer un centre de déradicalisation et de réinsertion socioéconomique des combattants repentis ;

- Aider à l'installation et l'insertion des PDI ;
- Créer une synergie entre les ONG, les organisations internationales et les acteurs de la société civile qui interviennent dans la région pour une meilleure efficacité des actions ;
- Promouvoir les Initiatives Locales de Sécurité (ILS) et veiller à ce que leurs actions soient conformes à la loi ;
- Mettre en place un processus de reconstruction de la cohésion sociale s'appuyant sur l'ordre établi, les valeurs morales et culturelles compensatrices et les stratégies générales de contrôle social (système de sécurité) ;
- Réviser les programmes et les contenus des enseignements afin d'inculquer, depuis l'école, le sentiment commun d'appartenance, d'identité et de nécessité de cohésion sociale ;
- Renforcer le processus de décentralisation des institutions afin de mieux contrôler, au plan local, l'allocation des ressources, et d'identifier et de respecter les priorités des populations en matière de développement ;
- Développer une stratégie de communication inclusive entre le gouvernement, les acteurs de la sécurité et les populations intégrant l'éducation aux médias et à l'information.
- Élaborer un plan spécial de développement pour la région de l'Est et d'autres régions à fort défi sécuritaire ;
- Repenser la stratégie d'intervention des corps, quitte à fusionner certains comme dans certains pays tels que le Bénin et le Congo.

À l'endroit des FDS

- Améliorer la politique nationale sur la sécurité et assurer sa mise en œuvre ;
- Améliorer les capacités de collecte de renseignements et envisager l'utilisation d'opérations secrètes et d'éléments infiltrés comme un moyen d'obtenir des informations fiables sur les terroristes et les groupes organisés armés ;
- Créer/recréer les conditions de la confiance entre la population et les forces de sécurité en favorisant l'engagement citoyen ;
- Promouvoir une collaboration franche entre les corps militaires et paramilitaires car l'incapacité et la réticence des FDS à coopérer et collaborer efficacement, en particulier dans le partage de l'information, est en partie responsable de la détérioration de la sécurité et de la propagation du terrorisme dans la sous-région ;
- Consigner dans un document, qui sera signé par l'ensemble des hiérarchies des FDS, les rôles, les missions et zones de compétences de chaque entité des FDS en vue d'améliorer le maillage sécuritaire par le respect des normes ;
- Organiser des formations communes de base de tous les acteurs (FDS) ;

- Assurer un meilleur équipement des FDS ;
- Rééduquer les populations pour un développement des réflexes sécuritaires.

À l'endroit des ILS

- Tenir compte des droits humains dans la conduite de leurs actions pour ce qui est du cas des Kolweegos ;
- Informer les FDS des comportements suspects ou des arrestations effectuées par leurs soins ;
- Travailler à maintenir la confiance avec les populations ;
- Agir toujours de façon neutre et sans discrimination à l'endroit des communautés pour le cas des VDP ;
- Maintenir une franche collaboration avec les FDS ;
- Se soumettre aux orientations données par les FDS.

À l'endroit des acteurs humanitaires et de développement

- Créer des cellules de gestion/cadres de collaboration de crise au sein des communautés prenant en compte toutes les composantes de la société, y compris les autorités et les FDS ;
- Renforcer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre les groupes en organisant des fora communautaires et d'autres activités de rapprochement en faveur des FDS et des communautés : les leaders locaux, les autorités politico-administratives et autres acteurs ;
- Sensibiliser les chefs des différents villages et autres leaders communautaires à travers des messages de paix pour le retour des déplacés dans leur village ;
- Organiser des tribunes d'expression populaire en vue de rapprocher les gouvernants et les gouvernés et en menant des campagnes de promotion du sentiment patriotique ;
- Former les ILS (Koglweogo et Dozo) à la prise en compte des droits humains dans la conduite de leurs actions ;
- Former les populations civiles aux procédures judiciaires ;
- Améliorer la coordination des interventions des acteurs humanitaires et de développement (projets, programmes, ONG, fondations, associations de développement) pour un développement harmonieux du pays.

Conclusion

L'insécurité à laquelle fait face le Burkina Faso questionne la gouvernance sécuritaire à l'œuvre dans le pays. Les attaques récurrentes des GOA se manifestent par des enlèvements et des assassinats de personnels des FDS, de fonctionnaires, de responsables religieux, de leaders politiques et des destructions d'infrastructures militaires, administratives et socioéducatives. La réponse étatique, soutenue par les initiatives locales de sécurité mises en œuvre par les populations, s'avère insuffisante au regard des mutations du phénomène dans le pays, et particulièrement dans les régions cibles du projet.

Il y a, de façon plus spécifique, un environnement local plus ou moins favorable à la montée de l'insécurité. Les conflits fonciers sous forme de clivages ethniques, les conflits communautaires et intercommunautaires et le faible développement infrastructurel de bon nombre de régions du pays, auxquels s'ajoute l'ineffective présence de l'administration, constituent un terreau fertile à la propagation et l'ancrage des groupes organisés armés. Les actes d'insécurité drainent dans leur sillage des déplacements massifs de populations. Ainsi se dessinent des risques de paupérisation et de déchirure sociale à court, moyen et long terme.

L'analyse du contexte sécuritaire sous l'angle de son évolution actuelle et de sa prise en charge par les acteurs de la gouvernance sécuritaire montre non seulement que l'interaction parasitée entre lesdits acteurs, dominée par les rivalités, requiert une importante réforme pour avoir la capacité de générer la synergie nécessaire afin de relever les défis du moment. Il existe dans les régions une multitude d'acteurs qui ne sont pas suffisamment intégrés et qui entretiennent avec les populations des relations marquées par la méfiance réciproque. Cela s'inscrit dans un contexte de persistance de tensions et de conflits communautaires et intercommunautaires, réduisant l'efficacité et l'impact des réponses apportées à la crise sécuritaire. **Ainsi, il ressort de la population trois principales attentes en matière sécuritaire : la réduction des attaques à main armée, la réduction des attaques des groupes organisés armés et la réduction de la délinquance traditionnelle (vols, cambriolages...).** Bien que les priorités ne soient pas homogènes entre les régions et même à l'intérieur d'une même région, le constat est que la présence des GOA et les attaques à main armée sont les principaux incidents que les populations veulent voir enrayer.

En outre, selon les acteurs consultés, deux axes prioritaires sont à développer par les FDS, à savoir la proximité des services de sécurité et l'augmentation du nombre de patrouilles. Les écarts régionaux observés permettent d'illustrer les réalités locales et ainsi d'envisager des priorités territorialisées pour l'action des FDS.

Bien qu'il ne constitue pas une réponse ultime à la crise sécuritaire traversée par le Burkina Faso, le présent rapport apporte une somme de contributions qui émanent d'acteurs divers, impliqués et affectés par la crise. Ces contributions, en plus d'informer les décideurs sur les dynamiques, formulent des propositions d'actions concrètes dont la mise en œuvre contribuera à infléchir la courbe de la crise et restaurer la sécurité qui rassure les populations. En effet, lever les obstacles à une relation fluide entre acteurs sécuritaires, et entre ces derniers et les populations, est assurément l'un des leviers majeurs vers la coproduction de la sécurité. Si le retour à la paix est l'un des principaux vœux de l'ensemble des acteurs intervenant au Burkina Faso, elle passe par des piliers, notamment la sécurité, et nécessite l'engagement courageux de chaque acteur. Cela participe à bâtir une paix portée par toute la communauté, gage de sa durabilité. ■

Bibliographie

Amoussou, F. (2013). *Vaincre l'insécurité en Afrique*. Paris, France : Economica, Guerres et guerriers.

Bagayoko, et al. *Towards Reforming the Burkinabé Security System?: Foundation for Strategic Research*. Fondation pour la recherche stratégique, 26 septembre 2017, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/towards-reforming-burkinabe-security-system-2017>.

Colette, Tinga. *Burkina: des bisbilles entre policiers et gendarmes*. Tinganews, 15 avril 2018, <https://tinganews.com/burkina-des-bisbilles-entre-policiers-et-gendarmes/>.

Crisis Group, *Burkina Faso : sortir de la spirale des violences*. 28 février 2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>.

Grégoire, E. (2013). *Islamistes et rebelles touareg maliens : alliances, rivalités et ruptures*. EchoGéo, <https://dx.doi.org/10.4000/echogeo.13466>.

International Security Sector Advisory Team (ISSAT). *Burkina Faso Note d'information réforme du secteur de la sécurité*. International Security Sector Advisory Team (ISSAT), 21 décembre 2021, <https://issat.dcaf.ch/fre/Apprendre/La-bibliotheque-des-ressources/Fiche-des-profils-des-pays/Burkina-Faso-Note-d-information-RSS>.

Interpeace, Bibiss Laafi Batû : *Dialogue et débats entre jeunes au Burkina Faso*, 2020.

Interpeace, Cartographie des acteurs, *Entre tradition et modernité - améliorer la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, des Cascades, du Houet, de l'Est, du Centre-Nord et de la Boucle de Mouhoun au Burkina Faso*.

Interpeace, *Étude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflit et résilience au Burkina Faso*, janvier 2020.

Interpeace, *Pour un renouveau du Pacte social au Burkina Faso, Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience*. Rapport de recherche participative, mars 2021.

Kinda, Armand. *Altercation entre gendarmes et policiers : L'UNAPOL « ne tolérera pas cette fois-ci »*. Minute, 1er avril 2021, <https://minute.bf/altercation-entre-gendarmes-et-policiers-lunapol-ne-tolerera-pas-cette-fois-ci/>.

Leclercq, Sidney, and Geoffroy Matagne. *'With or Without You': The Governance of (Local) Security and the Koglweogo Movement in Burkina Faso*. Stability, Department of Peace Studies and International Development, University of Bradford, 26 mars 2020, <https://www.stabilityjournal.org/article/10.5334/sta.716/>.

Nagreogo, Albert. *Burkina Faso : Ce qu'il faut savoir du Commandement des opérations du théâtre national (COTN) et ses chefs.* Libre Info, 4 février 2022, <https://libreinfo.net/operations-du-theatre-national/>.

OCDE. (2017). *États de fragilité 2016 : comprendre la violence.* Paris, France : OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264269996-fr>.

OCDE/CSAO. (2013). *Conflits liés aux ressources et terrorismes : deux facettes de l'insécurité.* Cahiers de l'Afrique de l'Ouest. Paris, France : OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264190306-fr>.

Ould Mohamedou, M.M. (2017). *Le Sahel : quels enjeux politiques et sécuritaires ?* Dans B. Badie et D. Vidal (dir), *Un monde d'inégalités* (p. 290-297). Paris, France : La Découverte.

Rfi. *Le Burkina Faso se dote d'un Haut commandement des opérations, doté de pouvoirs étendus.* RFI, 6 février 2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220206-le-burkina-faso-se-dote-d-un-haut-commandement-des-op%C3%A9rations-dot%C3%A9-de-pouvoirs-%C3%A9tendus>.

Walter, O.J. (2017). *Guerres et conflits au Sahara-Sahel. Notes ouest-africaines 10.* Paris, France : OCDE. *Création du COTN par le MPSR : Les Burkinabè n'attendent que des résultats.* Éditions Le Pays, 7 février 2022, <https://lepays.bf/creation-du-cotn-par-le-mps-r-les-burkinabe-nattendent-que-des-resultats/>.

Sécurisation des hautes personnalités au Burkina : Vers la fin des rivalités entre gendarmes-militaires-policiers ? *Lefaso.net*, 16 février 2022, <https://lefaso.net/spip.php?article111262>.

Un centre de commandement antijihadiste. *Le Journal du développement*, 5 février 2022, <https://www.lejournaldudeveloppement.com/burkina-un-centre-decommandement-antijihadiste/#:~:text=Le%20chef%20de%20la,la%20lutte%20contre%20les%20jihadistes>.



Interpeace Bureau de Ouagadougou

Ouaga 2000, Secteur 54 section 288 A,
Lot 35, Parcelle 07
1 BP 6313 Ouaga 01
Burkina Faso

www.interpeace.org



En partenariat avec les Nations Unies